

REPORT DE LA PRÉSIDENTIELLE EN ALGÉRIE :

Manifester par des moyens pacifiques (UE)

P. 24

ALGÉRIE-ONU

Agrément du nouveau représentant de la Représentation du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés en Algérie

P. 24

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE AHMED GAÏD SALAH, VICE-MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE NATIONALE POPULAIRE L'A RÉAFFIRMÉ HIER :

LA SÉCURITÉ ET LA STABILITÉ DE L'ALGÉRIE DÉRANGENT "ÉNORMÉMENT" LES ENNEMIS DU PEUPLE

Le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a souligné hier à Alger, que la sécurité et la stabilité de l'Algérie sont un «legs précieux», qui dérange «énormément les ennemis du peuple algérien». «Dans ce contexte, j'ai eu à le dire à maintes reprises, et je le répéterai encore une fois, car je ne me laisserai jamais de répéter et de m'enorgueillir de la grandeur de la relation et de la confiance qui lie le peuple à son armée en toutes circonstances.

P. 3



GOVERNEMENT

M. Lamamra prend ses fonctions à la tête du ministère des Affaires étrangères

«Le Parlement ne sera pas dissous et toutes les institutions continueront à fonctionner normalement»

P. 24



PARTIS

Des partis de l'opposition prônent l'élaboration d'une feuille de route de transition démocratique

P. 4

SANTÉ

**TABAGISME PASSIF
Il vieillit les artères des enfants**

P.p. 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (24^e JOURNÉE) :

MCA-USMA au bonheur des puristes, choc de mal classés à Béjaïa

Le derby algérois MCA-USMA constituera l'affiche par excellence de la 24^e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue à partir d'aujourd'hui et marquée également par le choc de mal classés entre le MO Béjaïa et le DRB

P. 22

ASSURANCES

Malgré son caractère obligatoire, l'assurance RC «ne se vend pas bien»

P. 6

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Découverte d'une cache d'armements et de munitions à Adrar

P. 24

4^E SESSION DE L'ASSOCIATION DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT M^{me} Zerouati à Nairobi (Kenya)

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fatma Zohra Zerouati, participera, aujourd'hui et demain, à Nairobi (Kenya), aux travaux de la réunion de haut niveau de la 4^e session de l'Association des Nations unies pour l'environnement.



Horaire des prières

Jeudi 7 Radjeb 1440

| | |
|---------|-------|
| Fajr | 05:27 |
| Dohr | 12:58 |
| Asr | 16:20 |
| Maghreb | 18:58 |
| Isha | 20:18 |



CIC La Sûreté nationale participe à la conférence nationale de la jeunesse

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), participe depuis hier, au Centre international des conférences (CIC), à la conférence nationale de la jeunesse organisée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, à travers un espace interactif regroupant les acteurs qui activent dans ce domaine. Dans ce cadre, la DGSN a programmé une série d'interventions animées par des cadres spécialisés, sur l'approche communicative et les programmes de sensibilisation destinés principalement aux jeunes. Ces interventions seront axées sur la sensibilisation contre les fléaux sociaux, la mauvaise utilisation d'internet et la consommation des drogues. A cette occasion, des ateliers seront dédiés à la prise en charge des préoccupations des jeunes et la présentation de l'expérience des cellules d'écoute et d'orientation de la sûreté nationale dans le travail de proximité.



ANNABA : Mobilisation de 200 millions pour rénover la salle "El Manar" et en faire un cinéma multiplex

Les travaux de rénovation de la salle de Cinéma «El Manar» de la ville Annaba, en vue d'en faire un cinéma multiplex, viennent d'être lancés moyennant une enveloppe financière de 200 millions de dinars, a-t-on appris mercredi de la direction de la culture. Les travaux de rénovation ont été initiés dans le cadre d'une opération centralisée du ministère de la Culture, selon la même source qui a expliqué que la salle de Cinéma El Manar, restée fermée depuis plus de 35 ans, relève de la propriété du ministère de la Culture et n'est pas dans la liste du patrimoine communal. Le budget alloué à ce projet devra couvrir les travaux de remise à neuf mais également l'opération d'équipement cette infrastructure culturelle devant être livrée «avant la fin de l'année 2020», selon la même source.

CNAS DE BLIDA Journée d'information sur la prise en charge des personnes handicapées



Dans le cadre de la célébration de la Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques coïncidant avec le 14 mars de chaque année, la Caisse nationale des assurances sociale des travailleurs salariés (CNAS) de Blida, organise aujourd'hui, une journée d'information sur la prise en charge de cette frange de la société sous le thème «Les personnes handicapées au cœur des préoccupations de la CNAS».

LI AMNIKOU Emission consacrée à la sécurité routière

L'émission «Li Amnikoum» de l'espace radio de la Sûreté nationale, sera consacrée cet après-midi à partir de 16h sur les ondes de la chaîne 1, aux efforts déployés par la Direction générale de la Sûreté nationale visant à réduire l'incidence des accidents de la circulation.



Météo

| | Max | Min |
|-------------|-----|-----|
| Alger | 17° | 05° |
| Oran | 20° | 06° |
| Annaba | 16° | 11° |
| Béjaïa | 16° | 07° |
| Tamanrasset | 26° | 11° |

SE SANIST Rencontre-débat SEAL-fournisseurs

Dans le cadre de sa participation à la 5^e édition du Salon national inversé de la sous-traitance (SANIST 2019) qui se tient actuellement au Palais des Expositions des Pins Maritimes (Safex-Alger), la société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL), organise aujourd'hui au niveau de son stand, une rencontre avec les fournisseurs sous le thème «Une démarche partenariale au service de l'efficacité opérationnelle et économique».

EN MARGE DE SA PARTICIPATION AU MIDDLE EAST ELECTRICITY ELECT.M envisage d'exporter des groupes électrogènes vers la Libye et le Moyen Orient

En marge de sa participation au plus grand salon de l'électricité au monde "Middle East Electricity", l'entreprise ELECT.M, spécialisée dans la production des groupes électrogènes, et créateur du service inédit "Maintenance Intelligente", a entamé une série de négociations avec des clients potentiels, et ce, en vue d'exporter ses groupes électrogènes made in Algeria vers la Libye, le Liban et l'Arabie Saoudite. ELECT.M l'unique exposant algérien au "Middle East Electricity", a présenté du 05 au 07 mars 2019, à Dubaï, son groupe électrogène "Made in Algeria", ainsi que son service de maintenance intelligent. Ces deux services ont suscité beaucoup d'intérêt auprès des opérateurs arabes et étrangers activant dans le secteur de l'électricité en particulier. L'entreprise algérienne affirme avoir atteint ses objectifs lors de cette manifestation économique d'envergure internationale, en mettant en avant l'expertise algérienne dans ce domaine en vue de s'ouvrir sur le marché international. «Nous avons été approché par plusieurs entreprises installées dans des pays arabes à savoir, la Libye, le Liban et l'Arabie Saoudite, qui ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition de nos groupes électrogènes fabriqués en Algérie», affirme M. Ali Haidar El Nadjar, Directeur Général de ELECT.M.

LE 16 MARS À ORAN Présentation de la pièce «Arlequin valet de deux maîtres»

La nouvelle version de la comédie «Arlequin valet de deux maîtres», dont la première représentation est prévue le 16 mars au Théâtre régional d'Oran (TRO), a constitué «un défi pour l'équipe artistique qui s'est investie plusieurs mois durant dans le montage de cette œuvre», a indiqué le directeur du TRO, Mourad Senouci. La programmation de cette pièce entre dans le cadre de la commémoration du 25^{ème} anniversaire de la disparition du regretté dramaturge Abdelkader Aloulou (1939-1994), a précisé M. Senouci dans un communiqué. Coproduite par le TRO et le Théâtre national «Mahiedine Bachtarzi d'Alger (TNA), la nouvelle création se propose de revisiter l'œuvre éponyme d'Aloulou qu'il réalisa avec succès en 1993. Pour l'équipe artistique, dirigée par le metteur en scène Ziani Cherif Ayad, le défi a été de «réaliser une pièce ouverte sur la création et la contemporanéité, qui soit un divertissement ayant du sens», et ce, à partir d'une approche de «l'universalité et du devoir de mémoire».



DU 16 AU 21 MARS À LA SAFEX Expo-vente de cuisine vietnamienne

Une exposition-vente de cuisine vietnamienne au profit des orphelins du Sud, sera organisée du 16 au 21 mars, au Palais des Expositions des Pins-Maritimes, Alger. Au menu : Pho ou soupe tonkinoise, rouleaux de printemps, nem, sandwich traditionnel de Hoi Ani, vermicelles au bœuf (ho bun), nouilles sauté vietnamien, Riz sauté vietnamien et beignets au sésame vietnamien.



DGSN 12^{es} Journées médico-chirurgicales de la Sûreté nationale

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), organise depuis hier au Centre de formation technique continue de la Sûreté nationale (DAG) de Hydra, les 12^{èmes} Journées médico-chirurgicales de la Sûreté nationale. Les travaux de cette rencontre scientifique se poursuivront aujourd'hui.

ARMÉE:

Gaïd Salah: La sécurité et la stabilité de l'Algérie dérangent «énormément» les ennemis du peuple

Le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a souligné hier à Alger, que la sécurité et la stabilité de l'Algérie sont un «legs précieux», qui dérangent «énormément les ennemis du peuple algérien».

«Dans ce contexte, j'ai eu à le dire à maintes reprises, et je le répéterai encore une fois, car je ne me lasserai jamais de répéter et de m'enorgueillir de la grandeur de la relation et de la confiance qui lie le peuple à son armée en toutes circonstances.

Ainsi et partant de la grandeur de cet excellent capital relationnel, je me suis engagé en toute sincérité et abnégation, conscient même de la profondeur de mes propos que la sécurité de l'Algérie, sa stabilité, sa souveraineté nationale et son unité populaire et territoriale sont un legs précieux et inestimable qui incombe aux éléments de l'ANP, digne héritière de l'ALN», a déclaré M. Gaïd Salah à l'École Supérieure de Guerre (ESG), alors qu'il présidait la 12e Session du Conseil d'Orientation de l'ESG, en présence des commandants de Forces, du commandant de la 1ère Région militaire et des Directeurs centraux membres du Conseil d'Orientation de l'École.

«Ce précieux legs que nos forces armées font de sa préservation, a-t-il ajouté, leur préoccupation majeure et leur mission fondamentale, et que notre Armée s'engage à s'en acquitter de la manière la plus judicieuse et la plus correcte, en toutes conditions et circonstances, dérangent énormément les ennemis du peuple algérien à l'intérieur comme à l'extérieur», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Ces ennemis qui excellent dans la saisie des opportunités et qui pêchent dans des eaux troubles et maîtrisent l'art des interprétations fausses et tendancieuses, ignorent que le peuple algérien conscient, authentique et attaché aux préceptes de sa religion islamique, qui comprend parfaitement le sens du verset coranique «et ne vous jetez pas par vos propres mains dans la destruction», sait de fait et de par les dures expériences qu'il a vécues, durant la période du colonialisme français, ensuite durant la décennie noire du terrorisme, de par son sens de patriotisme comment faire face aux crises que connaît son pays et comment contribuer avec un patriotisme élevé à déjouer les plans de ceux qui guettent son pays», a averti M. Gaïd Salah. Il a fait savoir que le peuple algérien est «un grand peuple qui ne craint guère les crises quelle que soit leur ampleur et son sort demeureur de tout temps le triomphe et la victoire», précise un communiqué.

M. Gaïd Salah a souligné, à ce propos, «l'importance de cette rencontre qui coïncide avec la célébration par notre pays, ces jours-ci, du 57e anniversaire de la fête de la Victoire, prévu le 19 mars».

«Ce mois de chouhada qui ont été hissés aux plus hauts rangs d'honneur par Allah, et qui ont légué cette terre d'Algérie aux Algériens nobles, de génération en génération», a-t-il dit, réitérant



de la «fierté» éprouvée par l'ANP quant à «la grandeur de la relation solide entre le peuple et son armée».

Par ailleurs, le général de corps d'Armée a mis en valeur le «haut niveau» atteint par l'ESG dans le domaine de la formation supérieure sanctionnée par le diplôme de doctorat en sciences militaires, qui «a permis de former, au profit des différentes Forces, des cadres d'élite hautement qualifiés».

«La voie d'enseignement que nous voulons que l'École Supérieure de Guerre prenne en charge consiste à être en parfaite harmonie avec le niveau professionnel qu'a atteint l'ANP.

Cette harmonie qui signifie la formation de cadres de haut niveau, maîtrisant la réflexion avec professionnalisme, qui en fait de son parcours professionnel prestigieux et productif, un prolongement naturel de l'objectif auquel tendaient et aspiraient nos valeureux Chouhada», a-t-il fait remarquer.

Pour lui, atteindre ces résultats intellectuels élevés sera «la passerelle adéquate menant à l'achèvement de résultats sur le terrain à même de contribuer au développement auquel on aspire au sein de notre Armée».

«Ce développement qui fera de la renommée de l'Algérie, a-t-il expliqué, une assise et une motivation qui la tire toujours vers le haut et vers le mieux.

Car l'armée qui est convaincue que la réputation d'un pays de martyrs est une réputation d'un éclat pérenne qui ne sera nullement impactée par un quelconque facteur interne ou externe, saura indéniablement que le peuple du pays des martyrs est un peuple qui valorise sa bonne réputation à sa juste valeur et accorde au devoir de la préserver avec sagesse et pondération un grand intérêt».

«L'Armée pourvue de cette vision judicieuse et clairvoyante, évrera inlassablement à se remémorer son passé séculaire et tirera de ses enseignements ce qui l'aide à se hisser à la hauteur de la réputation de sa patrie et de son peuple», a indiqué M. Gaïd Salah. Le général de corps d'Armée a rappelé également «l'importance» accordée aux dif-

férents établissements de formation et d'enseignement de l'ANP, à leur tête, l'ESG qui «recèle désormais d'expériences confirmées dans le domaine de la formation et de l'enseignement supérieur, permettant d'optimiser le niveau de performance et d'aboutir à des résultats favorables dans le processus global de développement de l'ANP».

«Notre démarche active et notre ambition légitime que nous avons eue avec persévérance à concrétiser sur le terrain, sous l'égide de Son Excellence Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, est de permettre à l'ESG d'atteindre de hauts rangs, afin de mériter à juste titre la considération et la gratitude dans les missions qui lui sont dévolues, pour devenir, de fait, la source d'élites, de compétences et d'aptitudes aux cerveaux fertiles, capables d'anticiper les défis qui pourraient se profiler dans les horizons proches voire lointains et d'analyser les indicateurs des événements et des évolutions, avec toutes leurs constantes et variables, afin de fournir une lecture correcte et appropriée», a souligné le général de corps d'Armée. M. Gaïd Salah a, ensuite, suivi un exposé global présenté par le commandant de l'École, portant sur le bilan des objectifs atteints depuis la dernière session du Conseil d'Orientation de l'ESG et sur les plans prévus pour l'année prochaine.

Il a procédé ensuite à l'inspection de quelques structures administratives et pédagogiques, à l'instar de la Division de Formation et du simulateur de jeux de guerre, qui est un outil technologique et pédagogique moderne, permettant de simuler les champs de batailles avec ses diverses actions et manœuvres et qui permet également aux stagiaires d'être proches de l'environnement des guerres contemporaines, précise le communiqué.

A noter que M. Gaïd Salah a présidé la 12e Session du Conseil d'Orientation de l'ESG conformément aux dispositions du Décret présidentiel du 26 septembre 2005 portant création de l'École Supérieure de Guerre.

LAGHOUAT:

Les médias conviés à une visite guidée au centre d'instruction de l'infanterie «Chahid Brahim Nafaa»

Une visite guidée au profit de la presse nationale a été organisée mercredi au Centre d'instruction de l'infanterie «Chahid Brahim Nafaa» d'Alfou (Laghouat), relevant de la 4ème Région militaire (4ème RM).

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme de communication 2019 arrêté par le haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) visant le raffermissement de la relation Armée-Nation, a indiqué le commandant de l'école d'application de la défense contre avions (EPDCA) de Laghouat, le général Abdelhafid Bouaziz, dans une allocution d'ouverture de cette manifestation prononcée au nom du commandant de la 4ème RM.

Cette visite guidée s'assigne comme objectifs de faire connaître les structures et moyens pédagogiques utilisés dans la formation et l'instruction et la préparation physique et morale de l'élément militaire, pour lui permettre d'assumer sa mission avec professionnalisme et prédisposition, a ajouté l'officier supérieur. Les représentants des organes de presse nationale ont visité les salles de cours de transmission, d'armement et de génie, ainsi que le champ de tir, avant de suivre une exhibition d'arts martiaux. Ils se sont également enquis des structures d'hébergement, de détente et de loisirs de l'établissement, ainsi que du parc roulant militaire, des installations de formation des élèves contractuels et de réserve, dans les grades d'homme de troupe (HDT), sous-officiers et officiers. Le centre «Chahid Brahim Nafaa» a été ouvert en février 1976 à Touggourt (Ouargla), avant d'être transféré en mars 1995 à Alfou, selon les explications fournies.

SÛRETÉ NATIONALE:

Appel à renforcer la formation continue pour améliorer la performance en matière de prise en charge médicale

Le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Abdelkader Kara Bouhadba a appelé, hier à Alger, à la nécessité de renforcer et d'appuyer la formation continue, à travers l'échange d'expériences et d'expertises entre les médecins de la sûreté nationale et ceux des différents établissements hospitaliers publics et privés pour la promotion et l'amélioration de la performance, afin d'atteindre un niveau élevé de professionnalisme en matière de chirurgie médicale et de traitement de la douleur.

Présidant l'inauguration des 12e Journées médico-chirurgicales de la Sûreté nationale, placées sous le thème «La douleur», M. Kara Bouhadba a affirmé l'importance de ce genre de rencontres qui favorisent «l'échange d'expériences et d'expertises entre les médecins et représentants des établissements de santé, en vue d'améliorer la performance de l'élément humain, et partant atteindre la qualité en termes de prise en charge médicale, d'autant que la sûreté nationale «accorde tout l'intérêt nécessaire à la formation de l'élément humain». Il a plaidé, dans ce sens, pour «la garantie de la couverture sanitaire aux éléments de la police, en leur assurant une prise en charge sociale et médicale à eux et à leurs familles, pour leur permettre d'accomplir, avec une grande performance et professionnalisme, leur devoir professionnel sur le terrain», rappelant, à cet effet, «les efforts et réalisations accomplies ces dernières années, grâce aux programmes tracés pour développer le domaine de la santé». Pour M. Kara Bouhadba, cette rencontre «se veut l'occasion de sortir avec des recommandations positives et importantes à même de contribuer au développement et à l'amélioration de la performance des spécialistes et médecins chirurgiens, au profit des éléments des corps de la sûreté nationale».

Le directeur de la santé et de l'action sociale à la DGSN, Boubekeur Bouhamed a mis en avant «l'importance de prendre en charge l'élément humain, notamment dans le domaine de la santé, en vue d'améliorer le traitement médical au profit des agents de la sûreté nationale, afin qu'ils puissent remplir leurs missions de manière efficace», qualifiant ces journées médico-chirurgicales «d'opportunité offerte pour l'ensemble du corps médical et paramédical pour s'enquérir des derniers développements enregistrés dans ce domaine pour assurer une bonne couverture sanitaire aux agents de la Sûreté nationale, à travers l'ensemble du territoire national».

Au premier jour de cette rencontre, plusieurs thèmes ont été évoqués dont «l'évaluation du niveau et des effets de la douleur ressentie par le patient et ses types, ainsi que les moyens de l'atténuer et le diagnostic de ses causes psychologiques».

Saïd Sadi plaide pour une «refondation nationale»



L'ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, a plaidé hier à Alger pour une "refondation nationale" estimant que l'Algérie est devant une opportunité historique à laquelle des réponses "adaptées" doivent être apportées.

"Notre mission est de tout faire, chacun à son niveau, pour que cette marche de l'Histoire aboutisse", a affirmé M. Sadi lors de son passage au Forum du quotidien nationale Liberté, estimant que "l'ancienne génération doit s'effacer", y compris lui-même, son rôle consistant à aider quand cela est possible sans avoir de prétentions à l'exercice du pouvoir.

Dans ce processus de refondation, l'orateur a considéré que la refondation dont il est question doit "transcender les questions de programmes partisans ou de carrières". M. Sadi a relevé que des propositions "constructives" et qui font "consensus" ont été formulées ces dernières semaines dans le cadre du débat général.

Il a noté, dans ce cadre, les propositions d'une "période de transition comme pas devant permettre l'ouverture de discussions annonçant un nouveau départ" et la mise en place d'une commission "d'organisation et non de surveillance" des élections pour garantir la transparence et la régularité dans l'expression de la souveraineté populaire".

L'ancien président du RCD a mentionné aussi "la définition des postulats démocratiques auxquels doit souscrire tout compétiteur (...) pour la majorité des acteurs politiques". Il estime que ces éléments "l'opposition démocratique a portés longtemps", représentent une "bonne base pour avancer".

ALGÉRIE - ETATS-UNIS: Washington soutient les efforts de l'Algérie pour «trouver une nouvelle voie» pour l'avenir

Le département d'Etat américain a exprimé mardi son soutien aux efforts que mène l'Algérie pour trouver un nouveau chemin pour l'avenir basée sur le dialogue.

«Nous soutenons les efforts en Algérie pour trouver une nouvelle voie pour l'avenir basée sur un dialogue qui reflète la volonté de tous les Algériens et leurs aspirations à un avenir pacifique et prospère», a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Robert Palladino lors d'une presse.

Et d'ajouter « nous suivons de près les informations selon lesquelles les élections en Algérie ont été reportées et nous soutenons le droit du peuple algérien de participer à des élections libres et équitables, comme nous le faisons partout le monde ». Le diplomate américain répondait à une question lors d'un point presse sur l'annonce du président Abdelaziz Bouteflika de reporter l'élection présidentielle et sa décision de ne pas briguer un 5^{ème} mandat à la magistrature suprême. Palladino a indiqué que les Etats-Unis respectaient le droit « des Algériens de se rassembler et d'exprimer pacifiquement leurs points de vue ».

PARTIS:

Des partis de l'opposition prônent l'élaboration d'une feuille de route de transition démocratique

Des partis de l'opposition ont appelé, hier à Alger, à la tenue d'une rencontre nationale ouverte pour la tenue d'un dialogue sérieux et l'élaboration d'une feuille de route de transition démocratique.

Cette rencontre nationale ouverte «rassemblera un front contre la voie du pouvoir» et visant à «tenir un dialogue sérieux pour la formulation de revendications populaires, l'élaboration d'une feuille de route de transition démocratique et la mise en place d'un nouveau système», indique le communiqué final de la 5^e rencontre de concertation de l'opposition, qui s'est déroulée au siège du Front de la justice et du développement (FJD) à laquelle ont pris part des dirigeants de partis politiques, des représentants de la société civile ainsi que des activistes ayant participé aux marches populaires.

Lors de cette réunion regroupant les représentants de 14 formations politiques ainsi que des personnalités publiques, les forces de l'opposition ont réitéré «le refus catégorique de toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays».

Exprimant son rejet des dernières décisions du président de la République, les mêmes forces de l'op-



position ont appelé «tous les députés intègres et sages à se retirer des deux chambres du Parlement».

Par ailleurs, les participants à cette rencontre ont apporté leur soutien à l'élan populaire, appelant à sa poursuite

et à son appui. L'opposition a rejeté, en outre, l'implication de l'Armée nationale populaire (AN) dans les tractations politiques «partant de son souci de préserver le consensus national, dont jouit l'institution militaire».

Le Mouvement El Islah appelle à «davantage de garanties pour rassurer les jeunes et la classe politique»

Le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini a appelé, hier à Alger, à «davantage de garanties pour rassurer les jeunes et la classe politique», soulignant l'«impératif d'ouvrir un débat entre les différents acteurs dans le but de définir les priorités de l'étape actuelle et de limiter sa durée de façon consensuelle».

«Le mouvement propose davantage de garanties pour rassurer les jeunes, la classe politique et tous les Algériens, outre l'ouverture d'un débat entre les différents acteurs, en vue de définir les priorités de l'étape actuelle dont la durée doit être limitée de façon consen-

suelle et ce, pour une transition souple», a fait savoir M. Ghouini lors d'une conférence de presse animée au siège du parti, à l'issue de la session extraordinaire de son bureau national.

A ce propos, le président d'El Islah a affirmé que ces propositions sont dictées par «les divergences de vues de la classe politique sur le contenu du dernier message du Président Bouteflika à la nation», qui «n'a pas été accueilli favorablement par toutes les composantes de la classe politique et une partie considérable du mouvement populaire».

Le mouvement appelle, à cet égard, «l'ensemble des

Algériens notamment les jeunes manifestants à se structurer au sein d'espaces représentatifs, partisans, syndicaux ou associatifs, afin d'assurer leur représentation dans la conférence nationale proposée, pour défendre les revendications soulevées».

Aussi, M. Ghouini a annoncé «l'adhésion de son parti aux appels aux réformes profondes lancés par les Algériens et approuvées par le président de la République, à travers une feuille de route devant aboutir à un grand consensus national pour l'édification d'une nouvelle République pour un nouveau système algérien, qui sera issu de la

Conférence nationale inclusive».

A cet effet, le mouvement El Islah s'est félicité des décisions prises par le Président Bouteflika dans son message, lesquelles répondent aux revendications de larges franges du peuple».

Saluant, par ailleurs, «le caractère pacifique des marches populaires et la maturité des Algériens dans le traitement de leurs questions nationales», le parti s'est félicité, également, de leur «haut sens des responsabilités et de leur attachement à la sécurité, à la stabilité, aux vies et aux biens, ainsi que du professionnalisme des différents corps de sécurité».

MINISTÈRE RUSSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES: Le règlement des problèmes que traversent l'Algérie passe par le dialogue

Le ministère russe des Affaires étrangères a souhaité, mardi, la poursuite du règlement des problèmes que traversent l'Algérie de manière constructive à travers le dialogue national, en focalisant sur la préservation de la stabilité.

En réponse au quotidien russe «Kommersant» concernant les développements enregistrés récemment en Algérie, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Mme Maria Zakharova, a déclaré «nous souhaitons la poursuite du règlement des problèmes que traversent le pays, de manière constructive et responsable, à travers un dialogue inclusif et en focalisant sur la préservation de la stabilité et des conditions



favorables au progrès à la faveur de réformes politiques, sociales et économiques dans l'intérêt de l'ensemble du peuple algérien».

«Nous considérons que ce qui se passe en Algérie est une affaire strictement interne d'un pays ami de la Russie», a-t-elle ajouté. Par

ailleurs, l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral a indiqué que le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev a félicité l'ex-ministre de l'Intérieur algérien, Noureddine Bedoui, pour sa nomination au poste du Premier ministre.

«La Russie et l'Algérie

entretiennent des relations amicales et des partenariats en matière de commerce et d'investissement en plus de la coopération scientifique, technique et humanitaire qui ne cesse de s'élargir à la faveur de projets communs de grande envergure dans différents domaines, et je demeure convaincu que davantage de coopération bilatérale ne peut que servir l'intérêt des deux pays», a-t-il écrit dans son message.

A rappeler que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika avait adressé, lundi, un message à la nation dans lequel il a annoncé le report de l'élection présidentielle du 18 avril 2019 et sa décision de ne pas briguer un 5^{ème} mandat.

ASSURANCES

Malgré son caractère obligatoire, l'assurance RC «ne se vend pas bien»

Malgré son caractère obligatoire, un bon nombre d'entreprises, de commerçants et même de communes, continuent à tourner le dos à l'assurance de Responsabilité civile (RC), selon des professionnels de ce marché, interrogés par la Revue de l'Assurance.

Selon le président de l'Union algérienne des courtiers d'assurances (UACA), Boudraa Abdelaziz, à l'exception de la RC vœturier pour les transporteurs publics des marchandises, dont le contrôle se fait sur les routes, les autres assurances RC ne sont souscrites qu'«occasionnellement». «C'est l'absence de la culture d'assurance qui est à l'origine de la faiblesse de l'adhésion volontaires à celle-ci et de son faible taux de pénétration en général», analyse-t-il dans le numéro 23 de cette revue trimestrielle (octobre, novembre et décembre 2018). Il a pointé du doigt également le «manque flagrant» de communication et de vulgarisation du produit, en plus de «l'absence de contrôle» de l'obligation d'assurance par les autorités locales. Pour Mme Nedil Djamilia, représentante de la compagnie d'assurance des hydrocarbures (CASH), la réticence des agents économiques à se protéger contre les éventuelles conséquences découlant de leur responsabilité civile vis-à-vis des tiers est due à «une absence flagrante de prévoyance de la part des dirigeants d'entreprises, professionnels et commerçants».

Ces derniers, poursuit-elle, «non seulement ils n'ont pas idée des risques qu'ils encourent mais, surtout, des avantages qu'ils peuvent tirer d'un bon contrat d'assurance». Le président de l'Association nationale des agents généraux d'assurance (ANAGA), Belach Mohamed, es-

time, de son côté, que «c'est le contrôle qui fait vendre l'assurance RC». Les transporteurs de marchandises et les conducteurs de véhicules particuliers et de transport de voyageurs n'hésitent pas à acheter les assurances vœturier et automobile car ils sont, argumente-t-il, régulièrement contrôlés sur les routes par les barrages de police et de gendarmerie». La RC se vend également avec les packs de produits d'assurances destinés aux entreprises, aux commerçants et aux professions libérales, observe l'expert en proposant «d'invalider ces packs s'ils n'incluent pas la RC». Alors qu'il s'agit d'une obligation, une commune sur mille seulement souscrit à un contrat RC, selon lui. «C'est inconcevable de la part d'une collectivité locale de l'État de ne pas respecter une obligation légale», regrette-t-il en proposant au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales d'exiger de toutes les communes de transmettre une copie de leur contrat RC». Il a fait remarquer, qu'à l'étranger, une commune qui ne souscrit pas une RC ne peut pas recevoir d'élèves dans ses écoles ni transporter les écoliers car la commune a une responsabilité civile vis-à-vis de ses habitants.

Assurances: 105,4 MDS de chiffre d'affaires sur les 9 premiers mois de 2018

Pour remédier à cette situation M. Belach propose, à titre d'exemple, d'intégrer la RC dans

les tickets de vente des produits et les services comme les billets de voyageurs. Ca sera un moyen de lutte contre la non-souscription de cette obligation d'assurance, estime-t-il.

L'assurance RC est une assurance de principe indemnitaire où la victime a une indemnité correspondant au dommage subi si elle apporte trois preuves que sont le fait dommageable, le préjudice et un lien de causalité, rappelle la Revue. Il s'agit d'un contrat qui garantit les conséquences pécuniaires encourues par l'assuré lorsque celui-ci cause un dommage matériel ou corporel à un tiers que ce soit par sa négligence, son imprudence, ses enfants, préposés, animaux ou choses dont il est responsable, explique la même source.

Mais la RC ne couvre pas les faits que l'assuré aurait commis intentionnellement. En Algérie, il existe plusieurs types de contrats de responsabilités, dont certains sont obligatoires. Les Petites et moyennes entreprises (PME) sont par exemple tenues par la loi de s'assurer contre les risques que peuvent générer leurs activités.

Il y a également la RC du domaine sportif et la RC professionnelle. Cependant l'assurance obligatoire la plus répandue est la responsabilité civile des propriétaires de véhicules instituée en Algérie en 1974. La RC nécessite, toutefois, une souscription à une assurance dommage



en «Tous risques». Selon la représentante de la CASH, toutes les polices d'assurance de la RC ne se vendent pas pareillement. Parmi les polices RC qui arrivent à «attirer» un peu les clients de la Cash, elle cite la RC exploitation pour les entreprises et les établissements du secteur public, la RC automobile, vue qu'il y a une responsabilité pénale en cas de non souscription à cette garantie, la RC produits livrés, la RC Décennale et, en dernier lieu,

la RC professionnelle du réalisateur d'ouvrage. Le marché national des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 105,4 milliards de dinars (MDS) sur les 9 premiers mois de 2018, contre 102,3 mds DA sur la même période de 2017, soit une hausse de 3%. Le chiffre d'affaires réalisé par les assurances de Dommages avait prédominé en s'établissant à 94 mds DA contre 90,4 mds DA à la même période de 2017 (+4%).

ORAN :

Quatorze stations d'épuration des eaux usées fonctionnent avec l'«Enviroseptic»

Quatorze stations d'épuration des eaux usées domestiques ont été implantées sur le territoire national, fonctionnant avec un nouveau procédé biologique, a-t-on appris hier du gérant de l'entreprise ENVIROSTEP, société algérienne première à garantir et utiliser cette technique.

Développé par une entreprise canadienne appelée «Advanced Enviroseptic», le nouveau procédé fonctionne en respectant en permanence huit conditions sans avoir besoin d'énergie, de maintenance ou de produits chimiques et sans produire de boues, ni de bruit, ni d'odeur, a précisé à l'APS le directeur de l'entreprise, Saheb Noureddine, en marge du dernier jour de la 9e exposition internationale sur l'industrie pétrolière et gazière en Afrique du Nord (NAPEC 2019).

«C'est un procédé biologique passif et autonome par répondeur bactériologique. Il fonctionne tout seul sans l'intervention humaine. Il ne fait que reproduire de manière très efficace les phénomènes épuratoires naturelles des eaux», a-t-il expliqué, ajoutant «c'est des bactéries humaines qui sortent de nos déchets qui viennent s'installer dans nos tuyaux de la station qui deviennent un bon foyer pour les bactéries».

Le principe de fonctionnement consiste à faire passer les eaux usées à travers une fosse septique correctement dimensionnée pour les besoins de la cause puis distribuer les eaux usées dans un réseau de conduites Advanced Enviroseptic enterrées dans le sol, dans un lit de sable filtrant.

Les eaux ainsi traitées s'infiltrent directement dans le sol ou selon les exigences du client, collectées en partie inférieure à travers un réseau de drain et une géomembrane étanche. Les eaux issues d'un tel système sont traitées à 116%. Elles sont donc excellentes pour l'irrigation de terres agricoles ou de potager ou même pour une utilisation de nettoyage de VRD, a-t-il fait savoir.

Les terrains où sont implantées les stations d'épuration sont récupérables. Des jardins ou des stades de football peuvent être réalisés sur ces terrains. Le procédé est agréé aux États-Unis, au Canada et en Europe. Il est couramment utilisé en Amérique du Nord depuis l'année 2000. Beaucoup de projets d'installation de stations d'épuration avec cette technique sont en perspective.

«Nous avons installé une station d'épuration première du genre au niveau d'une station de service Naftal à Tamezhida (Blida), au niveau de l'autoroute est-ouest d'Alger vers l'Ouest du pays et ça marche très bien depuis 2 ans sans aucun problème. On est en train d'installer une autre station dans le sens inverse de l'autoroute vers Alger», a-t-il encore souligné.

Une coopération avec les autorités concernées chargées de l'eau est vivement souhaitée, selon le responsable de cette entreprise représentante exclusive en Algérie de la compagnie canadienne créatrice de ce procédé, soulignant qu'une telle coopération permettra d'économiser des sommes colossales destinées aux STEP mécaniques classiques».

SOUS-TRAITANCE AUTOMOBILE :
Plaidoyer pour plus de soutien et des formations spécialisées

Les opérateurs économiques de la filière de la pièce de rechange automobile ont signifié hier à Alger l'intérêt de la mise en place de formations spécialisées et d'un plus grand soutien des Pouvoirs publics pour développer la production locale. Rassemblés à l'occasion de la 13ème édition du salon de la sous-traitance, de l'équipement automobile et les services de mobilité «Equip-Auto 2019», les opérateurs versés dans le secteur de la pièce de rechange ont fait savoir que les investissements lourds dans les lignes de production de pièces pour les constructeurs automobiles exigent d'une part une importante production de véhicules pour commercialiser leurs productions, et d'autre part des formations spécialisées dans le domaine de la sous-traitance automobile.

«Concernant la pièce de première monte, nous ne sentons pas une politique adéquate pour atteindre cet objectif», tranche le directeur général d'une entreprise locale de production de pièces destinées aux services après-vente automobiles. Selon lui, il s'agit de toute une culture à mettre en place pour répondre

aux exigences de cette industrie de précision et ainsi parvenir à être certifié par les assembleurs automobiles.

Interrogé par l'APS, un autre exposant qui a débuté la production locale de pièces et de liquides d'entretien depuis 2005, revendique la diversification de la production et l'élargir à plusieurs familles de pièces : pour le freinage, l'électricité automobile, les filtres, les balais d'essuie-glace et les liquides d'entretien.

Selon lui, il ne faut pas se limiter à une certaine gamme de produits, dont la demande du marché local est d'ores et déjà satisfaite, a-t-il recommandé. «Nous exportons 20% de notre production vers l'Europe et vers d'autres pays maghrébins», assure-t-il, estimant que le marché national est suralimenté par des importations qui dépassent la demande locale.

Pour organiser l'importation des pièces de rechange et réduire l'importation de pièces de mauvaise qualité ou contrefaites les Pouvoirs publics ont instauré la règle des 120% qui exige de l'importateur de déposer à la banque la totalité du prix de la marchandise importée plus les 20% de

caution, note cet exposant. Cependant, selon un autre exposant, actif dans l'importation de pièces automobiles basé à Ouled Moussa (Alger-Est), cette disposition n'a pas eu les effets voulus.

«La règle des 120% a gêné certains importateurs au tout début de sa mise en place, mais on constate toujours une importante offre par rapport à la demande existante», juge-t-il. Présent à cette manifestation, le représentant d'un producteur de liquides d'entretien pour véhicules basé à Bousmail (W. Tipaza) a souligné l'importance de la flexibilité de la législation. Dans ce sens, il a estimé nécessaire, notamment pour ce type de production, de fluidifier les procédures administratives lors de l'importation d'intrants chimiques destinés à la production locale de liquides d'entretien pour automobiles.

A noter que la 13ème édition du Salon Equip-Auto 2019, qui se déroule du 11 au 14 mars, accueille plus de 500 exposants représentant différents marques des constructeurs et équipementiers automobiles locaux et mondiaux.

APS

SAFAV MB DE TIARET: Livraison de 1.001 véhicules à des instances et entreprises

La Société algérienne de fabrication de véhicules de marque Mercedes Benz (SAFAV MB) d'Ain Bouchekif (Tiaret) a procédé, mardi, à la livraison de 1.001 véhicules à plusieurs instances et entreprises publiques et privées, a-t-on appris du Président directeur général du conseil d'administration de cette société relevant au ministère de la Défense nationale.

Présidant cette cérémonie, le général Ismail Krikrou a indiqué que la livraison de 1.001 véhicules de classe C tout terrain et Sprinter (véhicules multifonctions et véhicules utilitaires Sprinter de marque Mercedes-Benz destinés au transport de personnels, ambulances, transmissions, transport de marchandises, ainsi que des véhicules anti incendie) est la première en 2019 et la plus importante effectuée par SAFAV MB depuis l'entrée en production en 2014.

Au passage, il a fait part de la production de 15.000 véhicules des deux types aux utilisations multiples dont 14.000 commercialisés. Le même responsable a annoncé le lancement prochain de la production du «nouveau véhicule Sprinter» aux normes et puissance meilleures notamment électroniques, lancée par la société allemande mère depuis un mois seulement, faisant savoir que la production de sprinter actuelle, a été interrompue définitivement.

Général Ismail Krikrou a indiqué que la production de SAFAV MB peut atteindre 2.000 véhicules tout terrain (4x4) par an, soit le même nombre réalisé depuis 2016. La capacité de production de l'usine en véhicules Sprinter est estimée à 6.000 véhicules par an, sauf que la production a atteint 3.500 véhicules par an suivant la demande, a-t-il ajouté.

La livraison des véhicules, qui a eu lieu au siège de la société, a été signée par le Directeur général de la société algérienne de commercialisation et de distribution de véhicules de marque Mercedes Benz, Djamel Mahiout et des représentants d'instances dont la direction centrale du matériel au ministère de la Défense nationale, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), la Direction générale de la protection civile, les directions de l'administration locale des wilayas de Tébessa et Tissemsilt et d'entreprises publiques dont Sontrach, l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers, Algérie Poste et des entreprises privées.

Djamel Mahiout a souligné, dans une allocution pour la circonstance, que la société algérienne de commercialisation et distribution de véhicules de marque Mercedes Benz prépare actuellement des structures de base et forme la ressource humaine pour l'ouverture, au deuxième semestre de l'année en cours, d'ateliers de maintenance et de réparation dans le cadre du service après vente à travers tout le territoire national.

Elle forme actuellement des techniciens, techniciens supérieurs et ingénieurs en électromécanique, mécanique et électrotechniciens.

Pour sa part, le Directeur général de SAFAV MB d'Ain Bouchekif (Tiaret), Karim Kharoubi a indiqué que la nouveauté dans les produits de la société est l'équipement d'ambulances tout terrain notamment pour les terrains accidentés, très demandés par les wilayas du sud et de l'extrême sud. Pour rappel, SAFAV MB d'Ain Bouchekif a été inaugurée par le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Ahmed Gaid Salah le 24 octobre 2014.

APS

NOUVELLE LOI SUR LES HYDROCARBURES : 3 types de contrats pétroliers retenus

Le projet de loi sur les hydrocarbures récemment peaufiné prévoit trois types de contrats qui seront proposés aux investisseurs étrangers dans le cadre de la prospection et la production des hydrocarbures en Algérie, a indiqué un haut responsable du groupe Sonatrach.



Dans un entretien accordé à l'APS, Toufik Hakkar, chef du groupe chargé de la révision de cette loi a précisé que trois formules contractuelles ont été retenues dans le nouveau texte qui sera proposé pour adoption.

Comme attendu, le texte marque le retour à l'ancien système de partage de production, instauré sous l'égide de la loi 86-14 qui a eu du succès en son temps, générant les grandes découvertes des années 1990. M. Hakkar a expliqué que ce régime le plus couramment utilisé dans le monde réduit l'exposition de l'investisseur étranger à l'administration locale. Dans un système de partage de production, la compagnie pétrolière étrangère qui peut se maintenir en offshore n'aura aucun contact avec les agences Alnaft et l'ARH ou même avec l'administration fiscale du fait que ses obligations fiscales sont réglées par la So-

natrach. Le partenaire est tenu en vertu de ce contrat de ramener sa contribution financière et technologique, de récupérer ses coûts et d'être rémunéré selon une formule négociée. La nouvelle loi prévoit un deuxième régime, communément appelée contrat de participation, dans lequel Sonatrach et la compagnie pétrolière partenaire auront les mêmes droits et obligations en termes de dépenses, de rémunération et de paiement de la fiscalité.

A l'opposé du régime de partage de production, le contrat de participation oblige le partenaire étranger à s'implanter en Algérie en créant une succursale. Le texte propose également un troisième régime, appelé contrat de services à risques, et par lequel Sonatrach pourrait faire appel à l'expertise d'une compagnie étrangère pour développer par exemple des gisements difficiles à ex-

ploiter ou améliorer la récupération des gisements matures, a-t-il expliqué. Intervenant comme opérateur, le partenaire est rémunéré dans ce type de contrat en fonction de sa performance, a précisé M. Hakkar, également vice-président de Business-Development et marketing du groupe Sonatrach.

Le choix de l'une «des trois formules dépendra de la nature des gisements et des périmètres proposés à l'exploration et l'exploitation mais aussi de l'investisseur» lui-même, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le cœur de la loi portant sur la règle dite des 51/49 a été maintenu de même que le monopole de Sonatrach sur l'activité transport par canalisation.

Le recours aux cabinets de consulting limité au diagnostic

Le vice-président de Sonatrach a relevé que les changements apportés dans le ca-

dre de cette nouvelle loi visent en effet à repositionner la Sonatrach sur la scène pétrolière internationale, hautement concurrentielle. Il est question de rendre le domaine minier plus attractif après les maigres résultats des appels d'offres lancés sous l'égide des anciennes lois. En Afrique la concurrence est devenue rude. Des pays comme l'Égypte, le Mozambique, le Sénégal, l'Angola et l'Afrique du Sud deviennent de plus en plus attractifs et suscitent l'engouement des compagnies étrangères très sélectives en matière d'investissement.

Pour élaborer une loi attractive, il a fallu faire un examen approfondi de l'état du secteur pétro-gazier notamment sur les aspects fiscal, contractuel et institutionnel. A cet effet le groupe de travail a fait appel à trois cabinets de consulting américains, Curtis, Hartree Parner et McKinsey pour mener ce diagnostic, et établir les références (Benchmark) qui va aider à l'élaboration de la loi.

M. Hakkar a précisé que la mission de ces cabinets de consulting s'est limitée au diagnostic et à la préparation du Benchmark, alors que la conception, l'élaboration et la rédaction du texte ont été prises en charge par le groupe de travail chargé de la révision de la loi en se basant sur les résultats de cette évaluation.

Pour faire une évaluation exhaustive, le groupe de travail composé d'une quinzaine d'experts spécialisés dans les questions fiscales, économiques, juridiques a consulté d'anciens responsables du secteur de l'énergie comme Nordine Ait Laoussine, Youcef Youfi, Abdelmadjid Attar, Nazim Zouioueche,

SOCIÉTÉ ÉGYPTIENNE PETROJET: Lancement de la réalisation d'une unité de production du gaz butane et propane à Hassi Messaoud en juin prochain

La société égyptienne des projets pétroliers et consultations techniques «Petrojet» lancera, en juin prochain, la réalisation d'une unité de production du gaz butane et propane à Hassi Messaoud (wilaya de Ouargla), a-t-on appris mardi à Oran du Directeur général de «Petrojet-Algérie», Mohammad Ech-Chaffai.

En marge de la 9e édition de l'exposition internationale sur l'industrie pétrolière et gazière en Afrique du nord (NAPEC 2019), le même responsable a indiqué que ce projet est actuellement en «phase de construction de la base vie et de préparation des chantiers», soulignant que «les travaux seront entamés en juin prochain pour un délai de 21 mois».

Ce projet sera concrétisé dans le ca-

dre de la sous-traitance avec une société italienne (initiatrice avec le groupe Sonatrach), a fait savoir M. Ech-Chaffai, signalant que la société égyptienne Petrojet, implantée en Algérie depuis 2006, a participé dernièrement à plusieurs appels d'offres avec Sonatrach pour la réalisation d'une raffinerie à Hassi Messaoud et du projet de développement du gisement de Rekaiz à Touggourt (Ouargla) qui comporte la réalisation d'une station de traitement du gaz et autres en attendant l'annonce des entreprises qui seront retenues pour ces projets.

Petrojet a participé, depuis son installation en Algérie, à la concrétisation de 11 projets dont notamment celui de pipelines pour le transport du pétrole de Haoud El Hamra (Hassi i Messaoud)

au port de Skikda sur une distance de 650 kilomètres (2006-2008) et celui de la réalisation de stations pour le transfert de gaz naturel de Hassi R'mel vers Skikda et El Kala.

Parmi les autres projets figurent la réalisation de la station de traitement du gaz au gisement d'El Merk dans la wilaya d'Illizi avec la pose d'un réseau de pipelines de différents volumes sur 650 km et un projet de base vie d'une capacité d'accueil de 500 ingénieurs et employés responsables au gisement de Reggane et autres.

La 9e édition de NAPEC de quatre jours enregistre la participation de 570 exposants d'Algérie et de 40 pays représentant tous les secteurs ayant un lien direct ou indirect avec l'industrie pétrolière et gazière.

AGRICULTURE:

La nécessité de création d'un Institut national du palmier-dattier relevée par des experts

Des experts et scientifiques relevant du domaine de l'écosystème des palmerais et de la production des dattes ont préconisé, mardi à Alger, la création d'un «Institut national du palmier-dattier», à même de soutenir cette filière économique agricole, dotée également d'une forte importance socio-culturelle.

Ainsi, lors d'une table ronde organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), l'Expert en biodiversité et chercheur au niveau de l'Ecole normale supérieure de Kouba (Alger), Dr Abderrahmane Benkhalifa, a plaidé lors de sa communication en faveur de la création d'un tel Institut qui serait en charge en premier lieu de «la formation et l'encadrement des agriculteurs».

Selon lui, cet institut, qui ne versera pas dans la recherche développement mais dans les sciences d'application propres aux métiers de la datte, sera une solution plausible à l'absence de spécialisation des étudiants algériens dans ce domaine, qui ne peuvent alors accéder qu'en tant qu'administrateurs dans les institutions agricoles de l'Etat.

«Nous voulons qu'il y ait un institut qui s'occupe du palmier dattier et son développement en Algérie, pour récupérer tout le capital scientifique des algériens formés soit dans le pays ou à l'étranger, et ce, au service de l'agriculteur», a indiqué M. Benkhalifa en marge de cette table ronde.

Cet institut devra alors les encadrer jusqu'à l'aboutissement de la culture qui est l'exportation des dattes, a-t-il encore dit.

Il a également estimé que lorsqu'il est question d'une production grandeur nationale qui a notamment des fins d'exportation, «il ne faudrait pas rester dans les mœurs des traditions locales, surtout celles qui comportent de la tricherie et de la dérive».

L'institut devra dans ce sens œuvrer à dynamiser les instruments de l'Etat en termes de qualité et de pratiques notamment dans le but de bannir certaines traditions néfastes.

Miels et cafés de dattes, des produits issus de la tromperie

Il citera alors comme exemple, le commerce de plus en plus présent sur le marché algérien de «miel de datte» qui n'est qu'une «tromperie du consommateur» qui ne consomme rien d'autres qu'une «sorte de sirop ou de confiture fabriquée à partir de datte, le miel n'étant produit que par des abeilles».

Pour deuxième exemple de tricherie, il évoque le produit vendu dans les marchés comme étant du «café de datte», qui est une poudre fabriquée à base des noyaux de dattes et qui n'a aucun apport nutritif, le café s'indigne encore ce spécialiste «ne pouvant être obtenu qu'à partir des grains du caféier».

D'un autre côté, parmi les nombreux experts et scientifiques présents à la table ronde, il en a qui ont fortement apprécié cette recommandation



mais pensent qu'il serait préférable que cet institut intègre également le volet recherche scientifique.

Selon eux, combiner les aspects scientifique et pratique permettra une meilleure prise en charge de la culture de la datte certes, mais également une prise en charge de l'écosystème des palmerais en son entier, évoquant l'importance écologique, sociologique et culturelle d'une telle démarche.

Par ailleurs, M. Benkhalifa a cité plusieurs contraintes que rencontre aujourd'hui la filière de la datte en Algérie, dont la production serait 6 fois inférieure à celle de l'Egypte, et ce en dépit d'une vaste superficie relative.

Parmi ces contraintes, il cite le focus opéré par les agriculteurs sur la variété dite de «Deglet Ennour» qui est fragile et comporte un rendement relativement bas en comparaison aux autres variétés dont jouie le pays.

«Nous avons environ 1.200 variétés de dattes en Algérie, et chacune d'elle comprend ses propres aptitudes en terme de production de poids».

Il y en a qui produisent 4 fois plus que la Deglet Ennour et il y en a d'autres qui pèsent

plus de 40 grammes la pièce», a indiqué M. Benkhalifa.

Et d'expliquer que ces dattes-là ne sont pas commercialisables avec la même technique de Deglet Ennour et nécessitent notamment des emballages adaptés et une vulgarisation, vu que les consommateurs ne les connaissent.

Pour autre contrainte, il cite également le manque important de main-d'œuvre au niveau des palmerais notamment en terme de grimpeurs-cueilleurs, un métier risqué et souvent mortel.

Des «contraintes bureaucratiques» caractérisent le marché de la datte

En outre, il mentionne le manque d'engrais au niveau des palmerais alors que les Oases ne sont pas productrices de fumiers.

A ce titre, l'expert a souligné le fait que les palmerais soient sises au Sud du pays tandis que le fumier est produit dans le nord, alors que les walis de certaines wilayas, tout particulièrement celle de Sétif, interdisent le transport de fumier, faisant que ces engrais ne parviennent pas vers les palmerais qui en ont fortement besoin.

Concernant les entraves à

l'exportation des dattes qui serait entièrement aisée et possible pour l'Algérie, l'expert évoque un souci de compétitivité, la datte égyptienne coûtant 5 fois moins cher que l'algérienne, mais aussi des contraintes bureaucratiques qui finissent souvent par dissuader les exportateurs.

Pour sa part, le Directeur Général de l'INESG, le Dr Lyes Boukraa a indiqué en marge de la rencontre que des «insuffisances certaines», ne tenant souvent qu'à des considérations purement bureaucratiques, caractérisent le marché de la datte en Algérie provoquant ainsi un paradoxe entre les excédents de production enregistrés au niveau des producteurs et les prix élevés pratiqués au niveau des étales des marchés nationaux.

Idem pour ce qui est de l'exportation vers l'étranger, des considérations purement bureaucratiques sont bien là, et ce, à travers «une administration qui alourdit les démarches, des mécanismes et des processus d'exportations qui ne sont pas facilités» et des coûts des moyens de transport non avantageux, a encore ajouté M. Boukraa.

MINES ET CARRIÈRES : 61 offres techniques retenues pour les 29 sites d'exploration (ANAM)

L'Agence nationale des activités minières (ANAM) a procédé mardi à Alger à l'ouverture des plis de 65 soumissionnaires qui ont présenté leur offre techniques suite à l'avis d'appel d'offres national et international pour la 48e session d'adjudication de 29 permis miniers. Sur le nombre global de ses offres techniques lancées en février 2019, 61 ont été retenues, contre seulement 4 offres rejetées pour non-conformité de document, au cours de cette séance d'adjudication, qui s'est déroulée en présence des soumissionnaires, a-t-on constaté sur place.

Cette nouvelle mise en adjudication pour l'exploitation minière concerne 8 gisements miniers et 21 carrières réparties sur 15 wilayas du pays. Il s'agit de la wilaya de Tamanrasset (4 sites), El Bayadh (1 site), Mascara (1 site), Saïda (1 site), Khenchela (3 sites), Illizi (4 sites), Adrar (5 sites), El oued (1 site), Biskra (2 sites), Laghouat (1 site), M'sila (2 sites), Tebessa (1 site), Tiaret (1 site), Bordj Bou-Argeridj (1 site) et Chlef (1 site).

Les substances concernées sont l'étain-wolfram (destiné à la filière sidérurgie-métallurgie) au niveau de deux sites à Tamanrasset sur une superficie de 3.900 hectares chacun.

Egalement le Wollastonite (pour la fabrication de l'email, plastique, peinture et métallurgie) dans la wilaya de Tamanrasset. Il s'agit du plus grand site avec une superficie de 5.400 hectares. Parmi les substances concernées, il y a aussi le sel (pour l'industrie alimentaire) dont le site est situé dans la wilaya d'El Bayadh.

Les autres sites miniers pour exploration mis en adjudication répartis à travers les autres wilayas, concernent également plusieurs substances minérales, tels que le granite (pierres décoratives et granulats), le calcaire (granulats et sable concassé), l'argile (produits rouges), le tuf (pour travaux publics et construction), le gypse (plâtre), le sable silicieux (usage industriel), le sable (construction), le cipolin (granulats) et le basalte (granulats).

Une commission ad hoc est chargée de l'étude et de l'analyse des offres techniques acceptées. Les soumissionnaires de ces offres techniques déclarés, conformément aux dispositions du cahier des charges, éligibles à soumettre une offre financière, seront invités à déposer leur offre financière le 2 avril prochain.

L'ouverture des plis financiers se fera en séance publique et en présence des soumissionnaires ou de leur représentants, a-t-on indiqué sur place. Pour rappel, la précédente session d'adjudication (47ème) de la petite et moyenne mine avait été lancée en 2017 par l'ANAM.

Au titre de l'année 2017, cet organisme avait attribué un total de 30 sites miniers pour un montant global de 513 millions de DA, contre 58 sites miniers pour un montant global de 2 milliards DA en 2016.

APS

GAZ :

Signature d'un contrat pour le développement du champ d'Ain Tsila à Illizi

Un contrat en EPC relatif au développement du champ gazier d'Ain Tsila (Illizi) a été signé hier à Alger entre le groupement Isarene (Sonatrach, Petroceltic et Enel) et Petrofac International (UAE) LLC. Situé dans le périmètre d'Isarene à 160 km au nord-ouest de la wilaya d'Illizi, le projet de développement du champ gazier d'Ain Tsila permettra la récupération de 64 milliards de mètres cubes de gaz avec une production journalière de 10,3 millions mètres cubes de gaz de vente, 11,500 de barils de condensat et de 17.000 barils de GPL sur un plateau de 14 ans. D'un montant de 123 milliards de dinars, le contrat en EPC (Engineering, Pro-

urement and Construction/Ingénierie, Approvisionnement et Construction) consiste à réaliser un centre de traitement de gaz (CPF), une centrale électrique de 125 MW. Le contrat consiste également à réaliser un réseau de collecte de 110 Km pour le raccordement de 30 puits prévus pour le First Gas, un système d'expédition d'une longueur de 356 Km et des utilités. Ce contrat dont la mise en service interviendra dans 42 mois à partir de son entrée en vigueur devrait permettre la production de trois produits à savoir le gaz à sec (10,3 millions M3/jour), le condensat (10.550 bbl/ jour) et le GPL (17.117 bbl/jour).

BORDJ BOU-ARRERIDJ: Session de formation sur les énergies renouvelables pour 69 agents communaux



Un total de 69 agents communaux de la wilaya de Bordj Bou Arreridj suivent actuellement une formation liée au domaine des énergies renouvelables, a-t-on appris mardi auprès du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP), Mohamed Helasi.

Ces apprenants ont entamé leur formation professionnelle au titre de la session de février dernier, dans la maintenance, le montage et l'utilisation des équipements des énergies renouvelables, à l'institut national spécialisé «Othmane Belazoug», au chef lieu de wilaya, a précisé à l'APS le même responsable. L'initiative vise la formation des agents relevant des Assemblées populaires communales (APC) dans la maintenance des équipements des écoles primaires et des réseaux de l'éclairage public fonctionnant à l'énergie renouvelable dans les communes d'El Achir, Mensoura et au chef lieu de wilaya. La première promotion de ces agents, permettra de couvrir le déficit enregistré en matière de main d'œuvre dans ce domaine et l'accompagnement des programmes de développement s'agissant de l'utilisation des énergies renouvelables dans les établissements scolaires et autres édifices communaux, a ajouté le même responsable. A signaler que cette formation est inscrite dans le cadre des orientations du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire portant signature de conventions entre les communes et les centres de formation professionnelle, visant la formation des différents corps des services communaux et le recyclage de ce personnel pour répondre aux nouvelles mutations en relation avec la gestion des collectivités locales.

TÉBESSA: Raccordement «avant fin 2019» de plus de 400 écoles primaires à l'internet via le satellite Alcomsat

Pas moins de 416 établissements scolaires dans la wilaya de Tébéssa seront raccordés «avant la fin de l'année en cours» à l'internet via le satellite algérien «Alcomsat», a indiqué mardi le directeur local de la poste, des télécommunications, des technologies et de la numérisation, Abdelkader Fassih. Le raccordement de ces écoles primaires des 28 communes de la wilaya à l'internet via le satellite Alcomsat vise à mettre à la disposition des scolarisés les nouvelles technologies de communication et à améliorer les conditions de leur scolarisation, a précisé à l'APS le même responsable Il a ajouté dans ce contexte que des formations ont été dispensés «depuis le début de l'année en cours» à plusieurs techniciens de la direction des télécommunications de Tébéssa sur l'installation des équipements nécessaires au raccordement à l'internet, les techniques utilisées et les moyens de contrôle de cette nouvelle technologie relevant que ces techniciens entameront leur travail, «l'acquisition du matériel adéquat».

Le même responsable a souligné qu'un programme de raccordement des établissements relevant du secteur de la santé et de plusieurs directions et administration des collectivités locales était en cours dans la wilaya de Tébéssa, dans une démarche visant la modernisation de l'administration et la généralisation de l'utilisation des nouvelles technologies.

KHENCHELA: Réception «courant 2019» de trois nouvelles unités de la Protection civile

Trois (3) nouvelles unités de la Protection civile seront réceptionnées «courant 2019» à Khenchela, a indiqué le directeur local de ce corps constitué, le commandant Abdelmalek Boubartakh.

Les trois unités ont été réalisées dans la commune d'El Hamma, dans la localité El Meyta à Babar, ainsi que dans la commune d'El Oualdja, a précisé mardi le responsable lors d'une rencontre consacrée à la présentation du bilan des activités de l'année 2018.

La réalisation de l'unité secondaire de la commune d'El Hamma a été achevée.

Elle devrait être opérationnelle «dans les semaines prochaines» après l'équipement de la structure, a ajouté le responsable, relevant que l'unité de Babar affiche 80% de taux d'avancement des travaux.

S'agissant de l'unité de la commune d'El Ouelidja, le commandant Boubartakh a précisé que ce chantier a été achevé et qu'il sera mis en service dès l'aménagement de la route menant vers cette infrastructure et le raccordement de l'infrastructure aux divers réseaux (eau, gaz et électricité).

Actuellement, dix (10) structures des services de la Protection civile sont opérationnelles dans la wilaya de Khenchela et couvrent les besoins des 21 communes en matière d'interven-



tion dans différentes opérations de secours et d'assistance, a-t-il expliqué, estimant jugeant «acceptable» ce taux de couverture.

Durant l'année 2018, les différentes unités de ce corps constitué ont enregistré plus de 18.599 interventions, signalant 393 interventions de plus par rapport à l'année 2017. Par ailleurs, la

direction locale de la Protection civile sera renforcée durant cette année par une colonne mobile destinée à la lutte contre les incendies de forêts en été, a révélé le responsable, rappelant qu'au cours du dernier exercice, la wilaya de Khenchela avait sollicité l'assistance de la colonne mobile de Batna pour faire face aux feux de forêts.

TLEMCCEN: Exposition des travaux manuels et de tableaux de personnes handicapées

Le musée public national d'arts et d'histoire de Tlemcen a organisé, mardi, une exposition de travaux manuels et de tableaux de personnes aux besoins spécifiques, à l'occasion de la Journée nationale des handicapés célébrée le 14 mars de chaque année.

Cette exposition, organisée en collaboration avec l'union de wilaya des handicapés d'Oran et d'Ain Témouchent, les associations des non voyants «El Amel» de Maghnia et des déficients mentaux «Dar El Hissan» de Tlemcen, comprend 30 participants de différents âges des wilayas de Tlemcen, d'Oran et d'Ain Témouchent. Les stands de cette manifestation expose



des produits artisanaux en makramé, alfa et couture traditionnelle, outre 20 tableaux de calligraphie arabe et sculpture en utilisant la technique du sable. Cette exposition qui dure jusqu'au 20 mars courant vise à mettre en exergue le savoir-faire des personnes handicapées en artisanat et faire découvrir des talents à encourager, a souligné le chargé d'information au musée public national d'art et d'histoire de Tlemcen, Mohamed Amimeur.

La première journée de cette manifestation a drainé de nombreux visiteurs, qui ont salué les efforts des personnes handicapées qui font valoir leur créativité au service de la société.

MILA: Les travailleurs de l'établissement public de gestion des CET réclament l'amélioration de leurs conditions de travail

Des dizaines de travailleurs de l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique (EPG CET) se sont rassemblés, mardi, devant le siège de la wilaya pour réclamer l'amélioration des conditions de travail au sein de cette structure et la résolution de tous les problèmes exposés.

Le représentant des travailleurs, Yacine Bounab, a indiqué à l'APS que ce sit-in vise à interpeller le wali de Mila en sa qualité de président du conseil d'administration de l'établissement pour «intervenir dans les plus brefs délais» en vue de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent depuis longtemps sur leur lieu de travail, lesquels «ne sont pas propices à un climat de travail idoine». Le représentant des travailleurs a ajouté que les employés de cette entre-

prise -qui possède des antennes réparties au niveau des communes de Mila, Chelghoum Laid et Telegheima affectées à la collecte et au ramassage des déchets, ainsi que la gestion des CET qui accueillent les déchets de la plupart des communes- se plaignent «de l'absence d'un programme de travail organisé, de la non prise en compte des heures de travail supplémentaires et le non paiement des primes aux travailleurs». Parmi les problèmes soulevés, cette même source a également fait état de «la pression» exercée par l'administration sur les employés en recourant à des «contrats de travail à durée déterminée», l'absence d'intégration des travailleurs ayant bénéficié de contrats de travail aidés (CTA), en sus de leurs droits qui sont, selon lui,

«hafoués». Selon Yacine Bounab, par ce mouvement de protestation, les travailleurs entendent réclamer «des solutions à ces revendications en plus de l'éviction du directeur de l'entreprise et le chef de service chargé de l'administration et des finances». Les manifestants, a-t-il souligné, par ailleurs, «sont déterminés» à poursuivre leur mouvement de protestation «jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites».

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'établissement public de gestion des CET de la wilaya de Mila, Kamel Zentout, a nié avoir reçu des revendications de la part des protestataires, ajoutant que dès qu'il a été avisé du mouvement de protestation d'aujourd'hui, il a tenté d'entamer un dialogue avec eux, mais ces derniers ont, selon

lui, refusé. S'agissant des conditions de travail, M. Zentout a ajouté que «les employés travaillent en fonction d'un volume horaire obéissant au règlement intérieur de l'établissement», soutenant que «la comptabilisation des heures supplémentaires et la saisie de l'administration pour qu'elle prenne les mesures nécessaires à cet effet, incombent directement aux responsables des centres d'enfouissement techniques».

Concernant les contrats de travail à durée déterminée, M. Zentout a fait savoir que cette formule s'inscrit dans le cadre des conventions de collecte d'ordures à durée limitée contractées par l'établissement, ajoutant que les primes, dont la prime de risque, «sont garanties pour tous».

TISSEMSILT: 809 permis de conduire retirés en février

Dans le cadre de leur bilan d'activités du mois de février, les services de la Sûreté de wilaya de Tissemsilt ont procédé au retrait de 809 permis de conduire.

ABED MEGHIT

Par ailleurs, les services de police ont enregistré 26 accidents de la circulation qui ont causé des blessures plus ou moins graves à 27 personnes et sans qu'il y ait de décès.

Dont (20) étaient des piétons et parmi les (27) personnes blessées, (12) étaient des mineurs dont 07 enfants et 05 filles.

En matière de sécurité à travers le territoire de la wilaya, les responsables de la Sûreté de wilaya ont affirmé que les services ont engagé durant ce mois de février différentes actions pour assurer la sécurité et endiguer la criminalité sous toutes ses formes et les dérives juvéniles ce qui a permis de donner des résultats positifs, ils affirment que les services de la police ont traité des centaines d'affaires de contravention.

Enfin, les mêmes services ont enregistré le retrait de 809 permis de conduire, concernant la prévention routière.

Comme à chaque bilan, la principale cause de ces sinistres reste le facteur humain avec un taux très élevé de 99 % et le reste 1 % est dû à la défectuosité et de l'état des véhicules.

Malgré la présence de plusieurs dispositifs installés par les services de police au niveau des carrefours principaux, des points névralgiques et des routes secondaires le nombre



d'accidents reste toujours élevé notamment au niveau des agglomérations.

Par ailleurs, des actions de sensibilisation sur la sécurité routière, menées par les services de la sûreté de wilaya de Tissemsilt, ont touché les usagers de la route, a-t-on indiqué dans un communiqué, des campagnes de sensibilisation afin d'informer les utilisateurs des accidents de la circulation routière, ainsi que aux niveaux des points noirs et les établissements d'enseignement. Des émissions radiophoniques et des conseils quotidiens sur la sécurité routière, tous les jours.

La sensibilisation des usagers de la route à l'importance du respect des signaux de circulation reste un facteur important dans la prévention des accidents de la circulation

et la protection de la sécurité des usagers de la route.

Ce travail, inscrit dans le cadre de la prévention des accidents de la circulation, à travers l'information des citoyens sur les mesures de sécurité et le comportement à adopter pour préserver leur vie sur les routes et réduire le nombre de catastrophes, se déroule au niveau des axes routiers, des placettes publiques et des différentes manifestations organisées par la police, à l'occasion des différents événements, précise le communiqué. La cellule de communication de la sûreté de wilaya, rappelle les citoyens que des numéros verts, le 15.48 et le 17 «police secours», ainsi que 104 sont mis à leur disposition pour toute information ou renseignement utiles.

TISSEMSILT: 100 affaires traitées par la police judiciaire en un mois

La criminalité a, certes, diminué, dans la wilaya de Tissemsilt mais elle reste à un niveau qui n'est pas sans inquiéter, puisqu'en un seul mois (Février 2019), 100 affaires ont été traitées par les différents services de la Sûreté de wilaya.

Dans son bilan mensuel, la Sûreté de wilaya précise que la majorité de ces 100 affaires impliquant 108 personnes.

En matière de crimes et délits contre les personnes, le bilan cite 39 affaires ayant été traitées.

Concernant les affaires en relation avec les crimes et délits contre les biens, 40 affaires dont 11 affaires de vols de téléphones portables.

Sur le volet de la lutte contre la consommation et la vente des drogues et autres stupéfiants, il a été enregistré le traitement

de 08 affaires dont ont été impliquées 14 personnes avec une saisie globale de 462 comprimés de psychotropes et 0.692 kg de kif traité.

Les services de la sûreté de wilaya de Tissemsilt, ont déployé un plan spécial pour assainir la situation et instaurer un peu de stabilité et de sécurité parmi la population.

Ils ont déployé tous leurs éléments à travers la ville de Tissemsilt dans le but de réduire le taux de criminalité, par rapport aux années précédentes ou les citoyens, ont été terrorisés par les malfaiteurs.

Pour le représentant de la sûreté « la participation des citoyens est indispensable aux côtés de la sûreté afin qu'ensemble des actions préventives soient entamées

pour la sécurité des citoyens ».

Les variations enregistrées ont leur explication selon les services concernés, qui ont acquis une expérience dans ce domaine.

Cette régression de la délinquance, concrétisée sur le terrain, n'est pas venue fortuitement, soutient notre interlocuteur.

Les services concernés ont mis, selon lui, les bouchées doubles en mobilisant à pleins temps tous les effectifs des commissariats implantés à travers la wilaya de Tissemsilt et en mettant un plan d'action sécuritaire en exécution avec des moyens plus adéquats.

Dans le même contexte, les services de la sûreté de wilaya de Tissemsilt ont organisé des séries de campagnes de sensibilisation visant à

prévenir les citoyens sur les parasites sociaux tels que les drogues, les dangers de l'utilisation abusive d'Internet et les vols de téléphones portables, afin de diffuser la culture sécuritaire. Ces campagnes ont ciblé les citoyens sans exceptions (chômeurs, travailleurs, élèves des écoles primaires, collégiens, lycéens étudiants et stagiaires des CFPA).

La société toute entière devra mieux s'impliquer, encore et toujours pour réduire la criminalité qui n'est pas l'affaire des seuls services de sécurité qui, en dépit des efforts qu'ils déploient dans ce sens, ont besoin du soutien des citoyens, à l'effet d'agir ou intervenir aux moments opportuns et rendre ainsi leur action plus efficace et plus rapide.

A.MEGHIT

SÛRETÉ DE DAIRA DE LARDJEM (TISSEMSILT): Saisie de 296 kg de viande de poulets avariée

Une quantité de 296 kg de poulet avariés a été saisie, par les éléments de la sûreté de daïra de Lardjem.

Les produits saisis ont été transportés dans une voiture touristique. Cette marchandise est exposée sans aucune mesure d'hygiène.

Après vérification de la mar-

chandise par un vétérinaire, il s'est avéré qu'elle était impropre à la consommation. Toute la quantité de la viande saisie a été immédiatement incinérée.

D'après nos sources que trois (03) personnes, âgés entre 18 et 49 ans, ont été impliqués dans cette affaire. A la suite de quoi, les élé-

ments de la sûreté de daïra de Lardjem, ont dressé un procès-verbal en vue d'engager une procédure judiciaire pour commercialisation de viande blanche impropre à la consommation et absence de conditions d'emballage et de certificat vétérinaire.

A.MEGHIT

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 31 morts et plus de 1300 blessés en une semaine

Trente-et-une (31) personnes ont trouvé la mort et 1363 autres ont été blessées dans 1242 accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période du 3 au 9 mars en cours, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued où quatre personnes sont décédées et 23 autres ont été blessées, suite à 18 accidents de la route.

Durant la même période, les secours de la Protection civile ont effectué 12985 interventions qui ont permis la prise en charge de 1598 blessés traités sur les lieux d'accidents et l'évacuation de 11058 malades vers les structures sanitaires. En outre, 1203 interventions ont été effectuées pour procéder à l'extinction de 842 incendies urbains, industriels et autres.

MOSTAGANEM: Un mort et deux blessés dans un accident de la route

Une personne a trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation, survenu mardi à Sirat (Mostaganem), a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite au dérapage d'un véhicule utilitaire au douar Adaidia dans la commune de Sirat (20 km au sud de Mostaganem), a-t-on indiqué.

Les agents de la protection civile ont déposé le corps de la victime (32 ans), morte sur place, à la morgue de l'hôpital de Bouguirat et ont transporté les deux blessés (25 et 32 ans) aux urgences du même hôpital.

Par ailleurs, le dérapage, mardi, d'un camion semi-remorque sans faire de dégâts a perturbé la circulation à la voie d'évitement à l'ouest de la ville de Mostaganem.

La circulation vers le port commercial et sur la RN 11 et le chemin reliant Mostaganem à Mazagran en direction de Mohammadia a ainsi connu une certaine lenteur, notamment au niveau du rond point Mazagran et à la sortie sud de la ville.

EL TARF : 30.000 doses supplémentaires de vaccin contre la peste des petits ruminants

Pas moins de 30.000 doses supplémentaires de vaccin contre la peste des petits ruminants (PPR) ont été réceptionnées et distribuées à travers les différentes communes relevant des sept daïras de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction des services agricoles (DSA). Ce deuxième quota de vaccin, intervenant après un premier de 20.000 doses, s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par la tutelle pour circonscrire cette épizootie a précisé le directeur local de la DSA, M. Kameleddine Benseghir, soulignant que l'opération de vaccination de cheptel, lancée depuis février dernier, se poursuit «sur le même rythme». Il a dans ce contexte, ajouté que cette opération est menée par 42 vétérinaires praticiens privés mandatés par l'autorité vétérinaire nationale, signalant, également, la réception de 13.000 doses supplémentaires de vaccin, entrant dans le cadre de la vaccination de rappel contre la fièvre aphteuse chez les bovins en sus de la réception, «vers le 17 mars courant, d'un autre quota similaire».

Près de 300 cas de cheptel atteint de la peste des petits ruminants et de fièvre aphteuse ont été enregistrés à El Tarf depuis l'apparition de cette zoonose, a rappelé la source, signalant que 39 foyers de ces maladies ont été également relevés durant cette même période.

S'agissant de la circulation du bétail, le DSA a réitéré l'importance du respect des mesures de prévention, notamment de la vaccination du cheptel pour le protéger et leur déplacement muni de certificat de vaccination.

Relevant que toute saisie de cheptel ne répondant pas aux mesures de prévention, notamment le certificat de vaccination, sera «systématiquement» acheminée vers l'abattoir, la même source a indiqué qu'aucun nouveau cas de contamination de PPR n'a été enregistré depuis de février derniers.

Selon la même source, l'opération d'indemnisation des éleveurs touchés par la peste des petits ruminants débutera, «au courant de la semaine prochaine». La wilaya d'El Tarf compte 81.800 bovins, dont près de 42.000 vaches laitières, ainsi que 152.000 ovins et 33.640 caprins, selon les statistiques des services agricoles.

AP3

PLUIES TORRENTIELLES AU MOZAMBIQUE: 66 morts et des milliers de déplacés

Au moins 66 personnes ont péri mardi suite aux pluies torrentielles et inondations dans le centre et le nord du Mozambique, a indiqué la porte-parole du gouvernement Ana Comoana à l'issue d'un conseil des ministres, précisant que 14 000 personnes ont dû quitter leurs demeures.

Les inondations ont causé aussi la destruction d'environ 6000 habitations, selon la même source.

«Le gouvernement a placé le pays en alerte rouge en raison de la poursuite des précipitations et de l'arrivée du cyclone tropical Idai, qui devrait atteindre le pays jeudi ou vendredi», a également indiqué la porte-parole. Les autorités ont également ordonné l'évacuation des zones côtières susceptibles d'être affectées par l'arrivée du cyclone. «Seize centres ont été ouverts dans les provinces de Zambeze et de Tete pour accueillir en urgence les déplacés», a encore annoncé Mme Comoana.

Le Mozambique, l'un des pays les plus pauvres au monde, subit régulièrement le passage de cyclones qui provoquent des inondations massives. Ces crues avaient causé la mort de 800 personnes en 2000 et de plus de cent en 2015.

Les inondations ont également provoqué ces derniers jours 30 morts et laissé plus de 230.000 personnes sans abri dans le sud du Malawi voisin, selon les autorités locales.

GRANDE-BRETAGNE: 2 morts et deux blessés dans une avalanche en Ecosse



Deux personnes sont mortes et deux autres ont été blessées dans une avalanche sur le Ben Nevis, point culminant de l'Ecosse et du Royaume-Uni, a annoncé mardi la police écossaise.

«Nous pouvons malheureusement confirmer que deux personnes sont mortes, et deux autres ont été blessées», a déclaré un porte-parole de la police, cité par des médias. Les autorités ont été alertées vers 11h50 GMT et ont mis en place une opération de secours, impliquant un hélicoptère et trois ambulances. Le service écossais d'information sur les avalanches avait déclaré lundi que le risque d'avalanches dans le district de Lochaber, où se trouve le Ben Nevis, était «élevé». La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, a déploré une «nouvelle absolument tragique».

«Mes pensées vont aux victimes et aux blessés», a-t-elle écrit sur Twitter, exprimant sa «gratitude» aux services d'urgence.

Décembre dernier, un alpiniste britannique de 21 ans avait fait une chute mortelle, tandis qu'une Allemande de 21 ans également avait trouvé la mort le jour du Nouvel An en tombant d'une crête.

CLIMAT:

La jeunesse mondiale appelée à défilé demain pour réclamer des actions concrètes

La jeunesse du monde entier est appelée à défilé demain pour réclamer aux adultes des actions concrètes pour le climat.

Jusqu'à présent, l'appel à la mobilisation hebdomadaire lancé par la militante suédoise, l'adolescente Greta Thunberg, qui brandit seule tous les vendredis depuis l'été sa pancarte «grève de l'école pour le climat» devant le parlement à Stockholm, a été suivi dans quelques pays, notamment en Belgique ou en Allemagne, où les jeunes ont manifesté par milliers.

Mais pour cette «grève mondiale pour l'avenir» du 15 mars, lycéens et étudiants se préparent à quitter leurs salles de classe de Sydney à Paris, de Tokyo à Montréal, de Hong Kong à Kampala.

«Nous faisons grève pour dire à nos gouvernements de faire leurs devoirs et de nous montrer des preuves!», dit l'appel publié sur Facebook.

Le monde prend les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement à un maximum de +2 C par rapport à l'ère pré-industrielle, comme prévu par l'Accord de Paris sur le climat.

Parce que pour l'instant «je n'ai entendu aucune promesse concrète de la part de dirigeants», notait récemment Greta Thunberg.

«Ils disent simplement qu'ils vont essayer de faire de leur mieux» mais ce n'est pas assez parce que «notre maison brûle»: «Je veux que vous commenciez à paniquer», insistait l'adolescente de 16 ans. Selon FridaysforFuture, nom du mouvement de cette nouvelle égérie du climat, plus de 1.000 rassemblements sont prévus dans une centaine de pays.

«Ce moment est très important, pas seulement en terme du nombre de jeunes gens qui feront grève, mais pour les conversations que cela va provoquer dans les familles, entre amis, et dans les écoles», commente Karen O'Brien, sociologue de l'université d'Oslo.

«Le test du mouvement ne sera pas la taille de la foule qu'il peut mobiliser le 15 mars, mais dans les actions prises dans



la société en réponse à la crise climatique», poursuit-elle.

«Ce sont les électeurs de demain», ils sont regardés «avec intérêt» par les partis politiques et les groupes d'intérêt, répond Sébastien Treyer, directeur général de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI). «Ce n'est pas anodin». Plusieurs responsables politiques, en Allemagne, au Royaume-Uni ou à Hong Kong, ont bien essayé de renvoyer ces jeunes à leurs études, certains évoquant des conséquences en cas d'école buissonnière. «Bien sûr, il y en a qui ne nous prennent pas au sérieux, en disant qu'on est jeune et qu'on ne sait pas de quoi on parle», constate Adélaïde Charlier, lycéenne belge de 18 ans.

«Moi je leur dis que justement on s'informe, et en s'informant on a remarqué qu'on était loin de nos buts, qu'on n'était pas sur la bonne route, qu'on est en train de foncer dans le mur», ajoute la jeune fille, estimant malgré tout que leur «cri» est «de plus en plus» pris au sérieux.

En France, le ministre de l'Éducation nationale a appelé à des débats sur le cli-

mat dans les lycées ce même vendredi.

Un «geste désespéré pour tenter d'étouffer les contestations», a dénoncé le collectif Youth for Climate France.

L'ONG 350.org qui soutient la mobilisation espère elle qu'il y aura «un avant et un après» 15 mars.

«Cette grève mondiale sera un tournant dans l'histoire mondiale, un moment où les adultes apprendront à suivre leurs enfants, pour un vrai changement», estime Nicolas Haeringer.

Mais cette mobilisation des jeunes s'inscrit aussi dans un mouvement citoyen plus large pour le climat, avec des actions de désobéissance civile ou des recours en justice comme la plainte pour «inaction climatique» qui doit être déposée jeudi à Paris contre l'Etat par quatre ONG soutenues par plus de 2 millions de pétitionnaires.

«Ce qui est important, c'est de voir la conjonction (...) la mobilisation des jeunes, les recours juridiques, les logiques d'évaluation des politiques publiques, les défenseurs de cause comme Greta», commente Sébastien Treyer.

TRANSPORT:

Naufrage du navire italien «Grande America» 300 km à l'ouest des côtes françaises

Le navire de commerce italien «Grande America», victime d'un incendie dimanche soir dans le golfe de Gascogne, a coulé vers 15h30 (14h30 GMT) mardi à 333 km à l'ouest des côtes françaises, a annoncé la préfecture maritime de l'Atlantique.

«Le bateau a coulé par 4.600 m de fond», a indiqué une porte-parole de la préfecture maritime.

Les 27 passagers à bord de ce navire de 214 mètres, en provenance de Hambourg (Allemagne) et

qui devait se rendre à Casablanca (Maroc), ont été évacués dans la nuit de dimanche à lundi, sains et saufs. Après ce naufrage, il faut «envisager les moyens de lutte anti-pollution», a déclaré le ministre français de la Transition écologique François de Rugy devant l'Assemblée nationale.

«Car, comme toujours dans ces cas là, il y a un risque de pollution, il ne faut pas le nier, d'abord parce qu'il y a un cargaison de fioul lourd qui était le carburant de propulsion»,

a-t-il souligné. Reste aussi, selon le ministre, à identifier le contenu de la cargaison «pour connaître la nature exacte des produits contenus dans les conteneurs dont certains sont tombés à l'eau, avant même que le navire ne coule».

«Nous allons voir s'il faut mobiliser des moyens sous-marins antipollution», a précisé M. de Rugy.

Sur Twitter, la préfecture maritime a précisé que le navire «subissait un incendie depuis le 10 mars en soirée, dont la violence s'est

amplifiée durant les 24 dernières heures. Le navire présentait sur son côté droit une forte inclinaison qui s'est aggravée au fil du temps». Une frégate de la Marine française, l'«Aquitaine», se trouvait notamment sur zone, de même qu'un Bâtiment de soutien et d'assistance.

Deux remorqueurs, affrétés par la société Ardent, mandatée par l'armateur du navire, Grimaldi Group, faisaient route vers le navire, qui a coulé à 14H26 GMT.

MAROC:

Au moins un mort et 11 blessés dans une fusillade dans le sud du pays

Une fusillade dans la ville de Guelmim dans le sud du Maroc a fait au moins un mort et 11 blessés, parmi eux un agent de police et un commissaire, ont rapporté des médias locaux citant un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Un individu âgé de 43 ans a utilisé un fusil de chasse tirant sur des passants dans une rue près de son domicile situé dans le quartier Tagna de la ville de Guelmim, dans le sud du Maroc, tuant une personne sur place et blessant au moins 11 individus, ont indiqué des médias locaux s'ap-

puvant sur un communiqué de la DGSN. L'auteur de l'attaque aurait été appréhendé et blessé après des échanges de tirs avec les forces de l'ordre, ont ajouté les mêmes sources, précisant qu'il a été transféré à l'hôpital régional pour y recevoir les soins nécessaires. Quant aux victimes, elles ont été conduites dans un hôpital militaire de la ville pour recevoir les soins nécessaires. Selon les premiers éléments de l'enquête, le suspect résidait auparavant à l'étranger. «Il a ouvert le feu de manière aléatoire et sans raison apparente en utilisant son fusil de chasse, qui est

en sa propriété, causant le décès sur place d'une victime, une jeune femme née en 1991, et blessant légèrement onze autres, dont deux fonctionnaires de police», a fait savoir le communiqué de la police marocaine.

Le suspect, après sa neutralisation, a été placé sous surveillance médicale à l'hôpital, dans l'attente qu'il soit soumis à une enquête judiciaire menée sous la supervision du Parquet compétent afin d'élucider les circonstances de cet acte, a conclu la même source.

OMS: Nouvelle stratégie pour atteindre le «triple milliard» concernant la couverture sanitaire

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a annoncé une nouvelle stratégie pour les cinq prochaines années afin d'aider les pays du monde à atteindre les ambitieuses cibles du «triple milliard» concernant la couverture sanitaire universelle (CSU), la protection face aux situations d'urgence et l'offre d'un meilleur état de santé et d'un plus grand bien-être, selon un rapport publié récemment sur le site Web de l'OMS.

Cette stratégie vise à aligner les processus et les structures de l'OMS sur les cibles du «triple milliard» et sur les objectifs de développement durable, en adoptant un nouvel organigramme et un nouveau modèle de fonctionnement, afin d'harmoniser les activités du Siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays.

Elle vise aussi à éliminer les doubles emplois et les cloisonnements, renforcer les activités normatives de l'OMS grâce à une nouvelle Division du Scientifique en chef et à de meilleures perspectives de carrière pour les scientifiques et exploiter le pouvoir des technologies numériques dans le domaine de la santé grâce à un nouveau Département chargé de la santé numérique. «Les changements que nous annonçons aujourd'hui vont bien au-delà du renouvellement des structures, ils consistent à



modifier l'ADN de l'Organisation afin que celle-ci ait un impact mesurable sur la vie des populations au service desquelles nous sommes», a expliqué le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, précisant que l'OMS devait changer d'état d'esprit pour rechercher et instaurer des partenariats qui permettent d'exploiter l'ensemble des atouts de la

communauté sanitaire mondiale et dans le secteur public comme dans le secteur privé. Ces mesures ont été définies à l'issue d'une longue période de consultations avec les membres du personnel et ont été mises au point par le Groupe de la politique mondiale de l'OMS.

La nouvelle structure institutionnelle de l'OMS repose sur quatre piliers qui seront présents dans l'ensemble de

l'Organisation. Le pilier des Programmes soutiendra les activités de l'OMS en faveur de la couverture sanitaire universelle et de l'amélioration de la santé des populations, alors que le pilier des Urgences couvrira les responsabilités cruciales de l'OMS en matière de sécurité sanitaire, qu'il s'agisse d'intervenir lors d'une crise sanitaire ou d'aider les pays à s'y préparer.

Le pilier des Relations extérieures et de la gouvernance aura pour fonction de centraliser et d'harmoniser les activités de l'OMS dans les domaines de la mobilisation des ressources et de la communication, tandis que le pilier du Fonctionnement institutionnel garantira une mise en œuvre plus professionnalisée des principales fonctions institutionnelles telles que la budgétisation, les finances, les ressources humaines et la chaîne d'approvisionnement.

CLIMAT: Les pollutions responsables d'un quart des morts et maladies dans le monde



Un quart des morts prématurées et des maladies à travers le monde sont liées aux pollutions et aux atteintes à l'environnement causées par l'Homme, a mis en garde l'ONU hier dans un rapport sur l'état de la planète.

Les émissions responsables de la pollution de l'air, les produits chimiques contaminant l'eau potable et la destruction accélérée des écosystèmes nécessaires à la survie de milliards de personnes causent une sorte d'épidémie mondiale qui entrave aussi l'économie, selon le texte.

Ce rapport sur l'environnement mondial (Global Environment Outlook, GEO), sur lequel ont travaillé 250 scientifiques de 70 pays pendant six ans, souligne également un fossé grandissant entre pays riches et pays pauvres: surconsommation, pollutions et gaspillage alimentaire au Nord précipitent famine, pauvreté et maladies au Sud.

Et alors que les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter, les dérèglements climatiques, comme les sécheresses ou les tempêtes, risquent de s'ajouter au fardeau de milliards de personnes.

Dans ce domaine, l'Accord de Paris de 2015 vise à limiter le réchauffement à +2 C, voire 1,5 C, par rapport à l'ère pré-industrielle.

Mais les impacts sanitaires des pollutions, de la déforestation et d'une chaîne alimentaire industrialisée sont moins bien connus. Le rapport GEO publié mercredi, qui utilise des centaines de sources de données pour calculer l'impact de l'environnement sur une centaine de maladies, compile une série d'urgences sanitaires liées aux pollutions de toutes sortes.

Des conditions environnementales «médiocres» sont responsables «d'environ 25% des morts et maladies mondiales», selon le texte, qui parle d'environ 9 millions de morts liées aux pollutions environnementales en 2015.

Faute d'accès à l'eau potable, 1,4 million de personnes meurent chaque année de maladies évitables comme des diarrhées ou des parasites liés à des eaux contaminées. Les produits chimiques évacués en mer provoquent des effets négatifs sur la santé «potentiellement sur plusieurs générations», et 3,2 milliards de personnes vivent sur des terres dégradées par l'agriculture intensive ou la déforestation.

Le rapport estime aussi que la pollution de l'air cause 6 à 7 millions de morts prématurées chaque année.

Quant à l'utilisation débridée d'antibiotiques dans la production alimentaire, elle risque d'entraîner la naissance de bactéries super-résistantes qui pourraient devenir la première cause de morts prématurées d'ici le milieu du siècle. «Des actions urgentes et d'une ampleur sans précédent sont nécessaires pour arrêter et inverser la situation», indique le résumé à l'attention des décideurs qui accompagne le rapport. Sans une réorganisation de l'économie mondiale vers une production plus durable, le concept de croissance pourrait devenir vide de sens face aux morts et aux coûts des traitements, estiment les auteurs.

La situation n'est pas irrémédiable, assurent les auteurs du rapport, appelant notamment à la baisse des émissions de CO₂ et de l'utilisation des pesticides. Le gaspillage alimentaire pourrait également être réduit, alors que le monde jette aux ordures un tiers de la nourriture produite (56% dans les pays les plus riches). «Tout le monde dit que d'ici 2050 nous devons nourrir 10 milliards de personnes, mais cela ne veut pas dire que nous devons doubler la production», a estimé Joyeeta Gupta, co-présidente du GEO plaçant notamment pour une baisse de l'élevage.

Mais cela «entraînerait un changement des modes de vie», reconnaît-elle.

La publication de ce rapport pendant l'Assemblée générale du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) à Nairobi devrait alimenter le débat sur la question de la responsabilité des dommages causés à la Terre.

APS

SELON L'OIT: Plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins de santé (OIT)

Plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins de santé essentiels, et seuls 29% bénéficient d'une couverture complète de sécurité sociale, selon un rapport publié mardi par l'Organisation internationale du Travail (OIT) portant sur la mise en œuvre de la protection sociale dans plus de 100 pays.

Selon le rapport intitulé «Protection sociale universelle pour la dignité humaine, la justice sociale et le développement durable», seules 68% des personnes ayant l'âge de la retraite perçoivent une pension, et ce chiffre

tombe à tout juste 20% dans bon nombre de pays à faible revenu.

Le rapport indique également que moins de 60% des pays déclarent disposer de régimes ou offrir des prestations garantissant une sécurité de revenu pour les enfants.

«La protection sociale s'avère positive pour les sociétés et les économies.

Ce droit humain est clairement plébiscité par des pays, des employeurs et des travailleurs du monde entier», explique Emmanuelle St-Pierre Guilbault, juriste au département des normes

internationales du travail de l'OIT. «Il s'agit d'un élément incontournable pour lutter contre l'aggravation des inégalités profondes que nous constatons aujourd'hui et pour favoriser la stabilité.»

L'étude établit que si, dans bon nombre de pays, le revenu élevé ou intermédiaire, la couverture de santé universelle a pu être mise en place, dans de nombreux autres pays, la population n'a accès qu'à certains éléments des soins de santé.

Les principaux déficits en matière d'accès aux soins de santé essentiels sont liés à l'insuffisance

des ressources allouées à la protection de la santé, à la pénurie de personnel et aux taux élevés de dépenses à la charge des patients.

Cela entraîne un risque accru d'appauvrissement et de difficultés financières, qui frappent toutes les régions du monde.

Le rapport signale qu'il convient de déployer davantage d'efforts pour mettre en place une couverture de santé universelle, tant en droit que dans la pratique, notamment en réaffectant les budgets et en augmentant le nombre de travailleurs de la santé.

CHINE: Découverte d'une nouvelle méthode de dépistage pour les porteurs de l'hépatite B

Des scientifiques chinois ont découvert une nouvelle méthode de dépistage pour les porteurs de l'hépatite B, destinée à détecter le carcinome hépatocellulaire (HCC) au stade précoce, le type le plus commun de cancer primitif du foie, ont rapporté mardi des médias locaux.

La nouvelle méthode a été développée par des chercheurs de l'Hôpital du Cancer, de l'Académie des sciences médicales de Chine et de Genetron Health, une société biomédicale.

Grâce à une biopsie liquide pouvant détecter des mutations somatiques de l'ADN sans cellules et les

informations des marqueurs protéiques, les chercheurs peuvent identifier efficacement les cas de HCC au stade précoce de moins de 3 cm. Selon Yan Hai, l'un des chercheurs, la méthode a montré une sensibilité de 100%, une spécificité de 94% et une valeur prédictive positive de 17% dans la cohorte de validation, prouvant qu'il s'agissait d'une approche réalisable pour identifier le HCC au stade précoce.

L'équipe de recherche optimisera cette méthode de dépistage à travers des recherches systématiques dans une étude de cohorte multicentrique et prospective, a ajouté Yan Hai.

TABAGISME PASSIF IL VIEILLIT LES ARTÈRES DES ENFANTS

Les enfants exposés au tabagisme passif ont des vaisseaux sanguins qui vieillissent prématurément. Cela renforce le risque, une fois adulte, de souffrir de maladies cardio-vasculaires.

On sait que les enfants exposés au tabagisme passif courent de multiples risques santé et qu'ils sont deux fois plus nombreux à être hospitalisés pour des troubles respiratoires que les enfants qui ne sont pas exposés au tabac. Une nouvelle étude publiée dans l'European heart journal montre que le tabagisme passif provoque également des dommages durables aux artères des enfants en entraînant un vieillissement prématuré de leurs vaisseaux sanguins.

Tabagisme passif : un risque quand les 2 parents fument

Pour cette étude sur le tabagisme passif, les chercheurs de l'Université de Tasmanie (Australie) et des universités de Turku et de Tampere (Finlande), ont suivi

plus de 3700 enfants âgés de 3 à 18 ans ayant des parents fumeurs. Une fois devenu adulte, ils ont subi une échographie de leur artère carotide du cou afin d'en estimer l'épaisseur, ce qui permet de découvrir s'il y a un risque d'athérosclérose (une obstruction des vaisseaux).

Ces mesures ont montré que les vaisseaux sanguins de ceux dont les deux parents fumaient avaient vieilli prématurément. Ils ont estimé que les effets de l'exposition au tabagisme de 2 parents vieillissent l'âge vasculaire de l'enfant de 3,3 ans exactement, à l'âge adulte.

Pour les chercheurs, cette étude confirme non seulement les effets néfastes du tabagisme passif, mais vient confirmer le fait que les maladies cardiovasculaires (comme l'athérosclérose ou l'AVC) peuvent trouver leur origine au cours de l'enfance.



CAUCHEMARS DANS L'ENFANCE, TROUBLES PSYCHOTIQUES PLUS TARD



Les enfants en proie à des cauchemars et des terreurs nocturnes pourraient souffrir de troubles mentaux de années plus tard.

Votre enfant a-t-il souvent des nuits agitées ? Bien que les cauchemars soient un phénomène normal chez les enfants, leur persistance et dans la durée devrait alerter les parents. Le Dr Dieter Wolke, chercheur à l'Université de Warwick en Angleterre vient de réaliser une étude qui associe les mauvais rêves chez l'enfant et l'apparition de problèmes psychologiques.

6 800 enfants ont été suivis jusqu'à l'âge de 12 ans. Leurs parents ont été interrogés sur la qualité du sommeil de leur enfant (fréquence des cauchemars, terreurs nocturnes). A la fin de l'étude, les chercheurs ont demandé aux jeunes participants s'ils vivaient des expériences psychotiques de type

hallucinations, délirés ou pensées paranoïaques. Si la majorité des enfants ont rapporté faire des cauchemars, seuls 37 % en ont fait de manière répétée pendant plusieurs années. Des terreurs nocturnes ont été observées en moyenne chez 1 enfant sur 10.

Cauchemars à 12 ans, un âge charnière

Le problème : sur le long terme, ces mauvaises nuits semblent annoncer des problèmes plus sérieux. Ainsi 47 enfants sur 1000 ont dit avoir connu des expériences psychotiques. Les enfants ayant fait beaucoup de cauchemars à l'âge de 12 ans étaient 3,5 fois plus exposés que les autres à des troubles mentaux. Le risque était doublé chez les enfants sujets aux terreurs nocturnes.

Les chercheurs n'expli-

quent pas cette relation entre troubles du sommeil et psychotique. Des événements traumatiques chez l'enfant pourraient en être à l'origine.

Pour les chercheurs, comprendre la cause de ces cauchemars pour que l'enfant renoue avec un bon sommeil est la clé pour prévenir ces troubles psychotiques : "Une hygiène du sommeil est très importante, corrobore le Dr Wolke, cité par la BBC. Les enfants devraient se coucher à heure fixe, éviter de voir des films anxiogènes le soir et ne pas regarder l'ordinateur la nuit".

Les écrans perturbent le sommeil, c'est un fait établi par plusieurs études. L'université de l'Ohio a même déconseillé l'exposition à la lumière artificielle dégageée par télé, tablettes et smartphones pour le risque de dépression qu'elle fait courir aux utilisateurs.

UNE MALADIE PROCHE DE LA POLIO ÉMERGE AUX ETATS-UNIS



5 cas de paralysie soudaine chez des enfants ont été enregistrés en Californie. Ils seraient dus à un nouveau virus, proche de celui de la polio.

On pensait la polio largement éradiquée dans le monde, bien qu'elle fasse encore des ravages dans certains pays comme le Pakistan, le Nigeria et l'Afghanistan. Pourtant, lors du Congrès de l'Académie américaine de neurologie à Philadelphie, les médecins viennent de présenter cinq cas d'une maladie qui touche les enfants de Californie dont les symptômes ressemblent à s'y méprendre à ceux de la polio: une perte subite de mouvement d'un de leurs membres suivie d'une paralysie dans les deux jours.

Ces cinq enfants avaient tous été vaccinés contre la polio et leurs tests sur la présence de la maladie étaient tous négatifs.

« Bien que le virus de la polio ait été pratiquement éradiqué dans le monde, d'autres virus peuvent apparaître un syndrome proche de celui de la maladie », a déclaré le neurologue de Stanford, Keith Van Horn, principal auteur de cette étude de cas. « Au cours de la dernière décennie, le lien a été fait entre de nouvelles formes d'entérovirus (des virus qui viennent de la sphère digestive) et l'apparition de ce syndrome semblable à la polio chez des enfants en Asie et en Australie », a ajouté le chercheur, tout en insistant sur le fait que ce syndrome reste malgré tout très rare.

Il conseille néanmoins aux parents de rester vigilants et de contacter leur médecin au plus vite si un enfant présente des signes, même faibles, de ce qui peut ressembler à de la paralysie.

Tout comme la polio, une maladie virale fortement infectieuse qui attaque le système nerveux, cette nouvelle forme d'entérovirus affecte la moelle épinière et est, pour l'instant, incurable. Or, la maladie est grave car la paralysie qui touche les membres peut également atteindre les muscles respiratoires, qui cessent alors de fonctionner.

LES PARENTS SOUS-ESTIMENT LE SURPOIDS DE LEURS ENFANTS

Plus de la moitié des parents sous-estiment le poids de leur enfant, quand celui-ci est en surpoids ou obèse, selon une nouvelle étude américaine.

« Non mon enfant n'est pas gros », 50 % des parents d'enfant ayant un problème de poids ne considèrent pas que leur progéniture est en surpoids ou obèse, quand c'est pourtant le cas.

Cette tendance à voir son enfant plus mince qu'il ne l'est en réalité a été observée en compilant 69 études portant sur 15 000 enfants âgés de 2 ans à 18 ans en surpoids ou obèses entre 1990 et 2012.

Étrangement cette perception biaisée n'a été constatée que chez les parents d'enfants obèses ou en surpoids et non pas chez les parents d'enfants ayant une corpulence normale. Dans 52 autres études menées sur un total de 64 895 enfants de poids normal, seuls 14 % des parents sous-estimaient le poids de leur enfant.

L'étude, parue dans *Pediatrics*, constate aussi que les parents en surpoids ont plus de mal à juger objectivement la corpulence de leur enfant. Cette mauvaise perception se manifeste plus souvent quand l'enfant est petit (moins de 5 ans) et a tendance à s'estomper au fur et à mesure qu'il grandit.

Le rôle du pédiatre

Cette différence de vue entre parents n'est pas sans poser problème, car les parents ont un rôle à jouer dans l'éducation nutritionnelle de leurs bambins. « Nous savons que les parents jouent un rôle crucial dans la prévention de l'obé-



sité chez les enfants, et les interventions les plus réussies sont celles qui impliquent les parents», explique Alyssa Lundhal, auteure de l'étude et chercheur à l'Université de Nebraska-Lincoln.

Les parents pensent que leur enfant n'a pas besoin de maigrir ne

voit pas l'encourager à le faire et ils seront indifférents aux messages de sensibilisation. « Des travaux précédents ont montré que lorsque les perceptions des parents sont conformes à la réalité, ils mettent en place des actions et encouragent leur enfant à devenir plus actif et

par exemple à couper la télé pour aller jouer à dehors ».

Alyssa Lundhal encourage les parents de parler du poids de leur enfants avec les pédiatres qui pourront les aider à mettre en place de meilleures habitudes alimentaires et sportives.

OBÉSITÉ INFANTILE : LES PREMIERS SIGNES DÈS LA MATERNELLE

Des chercheurs américains ont analysé les données de 7 738 enfants inscrits en maternelle aux États-Unis sur une durée de deux ans. Résultat : la moitié des jeunes obèses de 14 ans l'étaient déjà à cinq ans. Plus de 12,4% des enfants américains entrés en maternelle entre 1998 et 1999 étaient obèses et 14,9% en surpoids. Selon une étude basée sur l'indice de masse corporelle établi par les Centres fédéraux de contrôle et de prévention des maladies, ces enfants présentent quatre fois plus de risques que les autres de devenir obèses à l'âge de 14 ans. En effet, d'après les analyses des chercheurs de la faculté de santé publique de l'université Emory, aux États-Unis, l'obésité infantile serait déterminée dès l'âge de cinq ans.

L'étude, publiée par la revue médicale *New England Journal of Medicine*, prend en compte les données d'une cohorte de 7 738 enfants inscrits à l'école maternelle aux États-Unis durant deux années, « si les tendances dans la prévalence de

l'obésité sont bien établies, on en savait très peu sur les enfants qui deviennent obèses et à quel âge », explique Solveig Cunningham, principal auteur de cette recherche, cité par l'AAPP. « Examiner l'incidence de l'obésité à ce jeune âge et son évolution pourrait nous informer sur la nature de cette épidémie, les âges de plus grande vulnérabilité et les groupes qui courent le plus grand risque de devenir obèses », ajoute-t-elle.

Une prévention ciblée

Selon les résultats des chercheurs, le taux d'obésité serait plus élevé à 14 ans chez les enfants noirs (17%), suivis par les Hispaniques (14%), les blancs (10%) et ceux d'autres origines. Entre cinq et 14 ans, l'obésité était la plus élevée (25,8%) chez les enfants issus des milieux les plus pauvres du groupe. « Nous avons des indications selon lesquelles certains facteurs avant la naissance et pendant les cinq premières années de la vie



jouent un rôle importants dans l'obésité », précise le professeur Cunningham. La chercheuse indique que les

efforts de prévention devraient viser les enfants susceptibles de devenir obèses plus tard dans leur vie.

SOMMET ARABE EXTRAORDINAIRE À TUNIS: Le menu sera divers et inclusif

Le menu du Sommet arabe extraordinaire devant avoir lieu à Tunis le 31 mars courant sera divers et inclusif en ce sens que tous les dossiers marquant et préoccupant le monde arabe seront abordés, selon le ministre des Affaires étrangères tunisien Khemaies Jhinaoui, cité hier par l'agence TAP.

«Les réunions ministérielles de la 151^{ème} session ordinaire du conseil ministériel de la Ligue des Etats arabes, tenues le 6 mars au Caire, ont convenu de la préparation de l'ordre du jour des travaux de Sommet Arabe extraordinaire qui se tiendra le 31 mars à Tunis, a indiqué M. Jhinaoui.

Selon le ministre, la cause palestinienne, le développement de la situation en Libye, en Syrie et au Yémen, la lutte contre le terrorisme et les moyens de renforcer la sécurité nationale arabe ont été au programme des travaux de cette session», a-t-il souligné devant les journalistes.

Au sujet de la situation en Libye, au Yémen et en Palestine, il convient de souligner qu'elle est loin d'être au beau fixe dans la mesure où les conflits internes au Yémen et en Lybie ne font que s'éterniser, tandis qu'en Palestine la répression exercée par l'occupation israélienne est devenue de plus en plus intenable, a-t-on affirmé.

Les assises des ministres ont porté également sur l'impulsion des relations de coopération et de complémentarité économique entre les pays arabes, ainsi que la coopération arabe avec les différents blocs régionaux et internationaux, a noté M. Jhinaoui.

Les sujets urgents pouvant intervenir d'ici-là seront abordés au cours de la réunion préparatoire au niveau des ministres qui se déroulera le 29 mars, a en outre indiqué M. Jhinaoui, «La réunion préparatoire du sommet arabe au niveau des ministres, qui se tiendra le 29 mars à Tunis, décidera de divers sujets d'urgence, notamment la question du retour ou non de la Syrie à la ligue arabe», a ajouté le ministre, précisant que la participation de la Syrie à la ligue arabe ne peut pas être décidée uniquement par la Tunisie. «Il s'agit d'une décision collective qui devrait être prise par tous les pays arabes», a-t-il précisé. Le retour de la Syrie à la ligue arabe après une absence de 7 ans en raison de la crise qu'elle a traversée est perçu, pour rappel, différemment par les dirigeants des pays arabes. «La voix de la Syrie est d'une importance capitale. Son retour est plus que positif», estiment des dirigeants de pays arabes.

SOUDAN - EGYPTE: L'Egypte souligne son soutien «complet» à la sécurité et à la stabilité au Soudan

Le président égyptien, Abdel-Fattah Al-Sissi, a souligné mardi le soutien «complet» de son pays à la sécurité et à la stabilité au Soudan, pays voisin, a affirmé dans un communiqué le porte-parole de la présidence égyptienne.

Les propos de M. Al-Sissi font suite à ses discussions avec le premier vice-président et ministre de la Défense du Soudan, Awad Ibn Auf, au Caire, où les deux hommes se sont penchés sur les relations bilatérales à tous les niveaux, selon le porte-parole présidentiel égyptien Bassam Rady.

M. Al-Sissi a qualifié la sécurité au Soudan de «prolongement de la sécurité nationale égyptienne». «L'Egypte est désireuse de poursuivre la collaboration conjointe entre les deux pays à tous les niveaux à la lumière des relations historiques profondément enracinées et des relations distinguées entre les deux pays, leurs gouvernements et leurs peuples», indique le communiqué.

Cette réunion a eu lieu en présence du ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, de son homologue soudanais, Salah Gosh, et de l'ambassadeur soudanais en Egypte, Abdel-Mahmoud Abdel-Halim.

RÈGLEMENT DU CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL: L'Algérie conviée à une 2^e table ronde en Suisse

L'émissaire de l'ONU, Horst Kohler, a adressé mardi une invitation à l'Algérie en tant que pays voisin pour participer à la deuxième table sur le Sahara Occidental occupé qu'il compte organiser les 21 et 22 mars en Suisse, a-t-on appris de sources proches du dossier.

La réunion placée sous l'égide de l'ONU se tiendra au Château Le Rosey à Bursins à proximité de Genève.

Le médiateur onusien a également convié mardi les deux partis au conflit, le Maroc et le Front Polisario, ainsi que la Mauritanie, deuxième pays voisin.

La nouvelle table ronde se tiendra conformément à la résolution 2440 du Conseil de sécurité qui a exprimé son appui à la relance des négociations sur le Sahara Occidental.

L'ancien président allemand souhaite consolider «la dynamique positive» créée par la première table ronde tenue les 5 et 6 décembre à Genève et qui a marqué, selon lui «un nouveau départ dans la recherche d'une solution politique durable et mutuellement acceptable qui pourvoit à l'autodétermination du peuple sahraoui», confient les mêmes sources. L'émissaire onusien s'est déjà montré très optimiste à l'issue de la première réunion de Genève, assurant qu'une solution pacifique au Sahara Occidental était «possible». Il reste cependant des obstacles à surmonter pour remettre définitivement le processus de paix sur les rails à l'instar des offres de mesures de confiance que le Maroc a rejetées lors de la réunion de Genève.

La partie marocaine a répondu négativement à l'offre du Front Polisario de libérer les détenus poli-



tiques, d'autoriser les observateurs des droits de l'homme à se rendre dans les territoires occupés et de cesser le pillage des ressources naturelles.

Un rejet, que le Front Polisario a considéré comme un signe de «manque d'intérêt à faire avancer le processus».

Au demeurant, les partis au conflit sont mis sous pression pour faire des progrès avant l'expiration du mandat de la Minurso prévue pour le 30 avril 2019.

Les Etats-Unis, porte-plume des résolutions sur le Sahara Occidental ont déclaré fin octobre à l'issue de l'adoption de la résolution prorogeant le man-

dat de la Minurso qu'il ne pouvait plus y avoir de statut quo au Sahara Occidental et que les partis au conflit doivent, le Maroc et le Front Polisario, rester attachés aux négociations jusqu'à l'aboutissement du processus politique.

Son ambassadeur adjoint auprès de l'ONU, Jonathan Cohen, avait alors affirmé que le Conseil de sécurité devrait apporter son «soutien à l'envoyé personnel, Kohler, dans ses efforts pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

ABIDJAN: Début des travaux du 9^e atelier régional sur le rôle des leaders religieux dans le développement local

Les travaux du 9^{ème} atelier régional sur «le rôle des leaders religieux dans la promotion du développement local pour la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent» ont débuté hier à Abidjan (Côte d'Ivoire) avec la participation de plus de 60 imams et leaders religieux et des représentants du gouvernement ivoirien.

Les travaux de cet atelier ont été lancés, au nom du ministre ivoirien de l'Intérieur et de la Sécurité, Sidiki Diakita, par le Coordinateur national du renseignement et conseiller spécial du président de la République, Vassiriki Traoré.

M. Traoré a salué le parcours de la Ligue des Oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (LOPIS) dans la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, qui a qualifié d'«unique».

Il a également salué le gouvernement algérien pour tout son soutien à cette ligue depuis sa création en 2013.

Le secrétaire général de la LOPIS, Youcef Belmahdi a indiqué que «le chômage, la pauvreté et la misère sont parmi les causes de la prolifération du terrorisme et de la radicalisation parmi les jeunes. «Il est de notre devoir, nous le Imams, de mettre en oeuvre des programmes pratiques pour tarir ces sources, ou du moins les réduire, à travers



les prêches et les différents médias ainsi que par le renouvellement des fatwas pour un discours religieux plus efficace».

Il a considéré que la promotion du développement local dans les pays du Sahel devrait passer par un certain nombre de mécanismes tels que la Zakat et l'investissement dans ses revenus, citant au passage l'expérience algérienne qui a vu la création de plus de 80.000 micro-entreprises dans le cadre de la Caisse nationale de la Zakat.

Dr Belmahdi a ajouté que «ce développement passe également par la revitalisation des wakfs et les habous et leur développement pour la création de micro-entreprises valorisant les aptitudes et les spécialités parmi les jeunes et les familles», et enfin par l'institutionnalisation de l'action caritative, en

y associant la société civile et les mécènes. De son côté, le président de la Ligue, le nigérian Ahmed Mortadha a appelé à la mobilisation des participants pour doubler d'efforts dans la voie de la promotion du développement local en vue de lutter d'une manière plus efficace contre le terrorisme et la radicalisation.

Pour sa part, Ousmane Diaby, représentant du président du Conseil supérieur des Imams ivoiriens cheikh Boikary Fofana, a plaidé pour une éradication du terrorisme à partir de la source.

Expliquant que la pauvreté et misère sont un terrain fertile à ces phénomènes violents, d'où la nécessité de la promotion du développement local.

Organisé par la Ligue en collaboration avec l'Unité de fusion et de liaison (UFL) des pays du Sahel, l'atelier verra

également la participation du Centre africain des études et recherches sur le terrorisme (CAERT) relevant de l'Union africaine (UA), du Comité des services d'intelligence et de renseignement d'Afrique (CISSA) et la mission de l'UA pour le Mali et le Sahel (MISAHEL).

Il s'agit du 9^{ème} atelier du genre après une série de huit éditions similaires organisés dans des pays de la sous-région durant les dernières années sur différents thèmes dont «l'éducation religieuse dans les pays du processus de Nouakchott», «le rôle des Oulémas de la région du Sahel dans la protection des jeunes contre l'extrémisme et l'extrémisme violent» et «les valeurs de cohabitation pacifique face à l'extrémisme religieux et l'extrémisme violent».

Ces ateliers sont organisés en partenariat avec l'unité de fusion et de liaison (UFL), créée en 2010, qui est un mécanisme régional de coordination sécuritaire et d'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays du Sahel en matière de lutte contre le terrorisme et de l'extrémisme violent, chargé de la coordination entre les pays de la région et de la relance des efforts de la société civile en matière de prévention contre l'extrémisme et la radicalisation.

UE - ONU - IRAN: La chef de la diplomatie de l'UE défend l'accord sur le nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité de l'ONU

Federica Mogherini, haute représentante pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité de l'Union européenne (UE), a défendu mardi l'accord sur le nucléaire iranien, soulignant la nécessité d'une «solide architecture multilatérale de non-prolifération et de désarmement».

«Notre sécurité collective nécessite une solide architecture multilatérale de non-prolifération et de désarmement. C'est pourquoi l'Union européenne continuera d'euvrer à préserver l'accord sur le nucléaire avec l'Iran», a déclaré Mme Mogherini au Conseil de sécurité de l'ONU, lors d'un débat sur la coopération entre les Nations Unies et l'UE.

L'accord sur le nucléaire iranien, conclu en juillet 2015 entre Téhéran et les six puissances mondiales que sont le Royaume-Uni, la Chine, la France, l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis, constitue à la fois une importante contribution à la sécurité collective et un moyen d'empêcher la prolifération nucléaire, a-t-elle ajouté. Les Etats-Unis se sont retirés de l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018, et ont par la suite rétabli leurs sanctions contre l'Iran. «L'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération est en ce moment remise en question comme elle ne l'a jamais été auparavant.

Et c'est pour moi l'un des plus grands paradoxes de notre époque», a indiqué Mme Mogherini. Une nouvelle course aux armements - et en particulier une course aux armements nucléaires - ne pourra en effet que rendre le monde moins sûr, a-t-elle



averti. Le respect par l'Iran de ses engagements dans le domaine nucléaire a été confirmé par 14 rapports consécutifs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) - l'agence de surveillance nucléaire des Nations Unies - la dernière vérification en date remontant à il y a à peine deux semaines, a ajouté Mme Mogherini. «Parallèlement à la mise en œuvre de ces engagements par l'Iran, la levée des sanctions liées au nucléaire était un élément essentiel de l'accord.

Nous allons donc continuer à travailler pour préserver les bénéfices économiques de la levée des

sanctions» pour l'Iran, a-t-elle affirmé. Mme Mogherini a reconnu que l'UE avait de graves problèmes avec le comportement de l'Iran dans d'autres domaines, à commencer par la question des missiles balistiques, les droits de l'homme et la politique régionale.

«Mais sans accord sur le nucléaire, toute discussion avec l'Iran serait beaucoup plus difficile, et non pas plus facile.

Le démantèlement d'un accord qui fonctionne ne sera jamais un bon point de départ pour faire avancer nos intérêts collectifs en matière de sécurité», a-t-elle souligné.

ÉTATS-UNIS: La Californie va décréter un moratoire sur les exécutions

Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, devait annoncer hier un moratoire sur les exécutions qui bénéficiera aux 737 détenus dans le «couloir de la mort» de cet Etat, le plus grand contingent aux Etats-Unis.

«La peine de mort est incompatible avec nos valeurs fondatrices et atteint au plus profond l'idéal que représente le fait d'être Californien», doit dire M. Newsom, un démocrate, dans un discours dont des extraits ont été transmis à la presse. «Tuer autrui de manière intentionnelle, c'est un tort. Et en tant

que gouverneur, je n'autoriserai l'exécution d'aucun individu», ajoute cet adversaire de longue date de la peine de mort, qui dirige la Californie depuis janvier. Le gouverneur va signer un décret mettant fin au protocole d'injection mortelle prévu dans l'Etat et ordonnant la fermeture la salle des exécutions à la prison de San Quentin près de San Francisco. Les prisons californiennes hébergent un quart de tous les condamnés à mort aux Etats-Unis, selon le bureau du gouverneur.

La dernière exécution dans l'Etat remonte à

2006. Sur les 737 condamnés à mort en Californie, 25 ont épuisé toutes les voies de recours possibles. La Californie va rejoindre le Colorado, l'Oregon et la Pennsylvanie dans la liste des Etats ayant décrété un moratoire sur les exécutions, en plus des vingt qui ont aboli la peine de mort dans leur législation.

«Le gouverneur Newsom a fait preuve d'un grand courage et d'autorité en mettant fin à la pratique cruelle, coûteuse et injuste consistant à exécuter des prisonniers», s'est félicitée Alison Parker, directrice

pour les Etats-Unis de l'organisation Human Rights Watch.

«Les Californiens peuvent être fiers que leur Etat se soit engagé à mettre fin au meurtre légitimé par l'Etat et à respecter les droits de l'homme», a-t-elle ajouté.

Selon le décompte de Human Rights Watch, l'application de la peine capitale aux Etats-Unis est en nette baisse ces dernières années, avec 25 exécutions en 2018 contre 98 en 1999.

Trois condamnés à mort ont été exécutés dans tout le pays depuis le début de 2019.

RUSSIE /ÉTATS-UNIS: La Russie se dit prête à reprendre les contacts parlementaires avec les Etats-Unis

La Russie est disposée à rétablir ses contacts parlementaires avec les Etats-Unis afin de promouvoir les relations bilatérales entre les deux pays, a indiqué mardi le Conseil de la fédération russe (chambre haute du Parlement).

La porte-parole du Conseil de la fédération russe, Valentina Matvienko, a rencontré l'ambassadeur des Etats-Unis en Russie, Jon Huntsman, et les deux parties ont évoqué les relations bilatérales, a

indiqué le Conseil dans un communiqué. «La reprise du dialogue à tous les niveaux, notamment entre les Parlements, est très importante (...) la Russie est prête à reprendre les contacts parlementaires à différents niveaux», indique le communiqué.

Mme Matvienko a noté qu'une nouvelle détérioration des relations russo-américaines allait à l'encontre des intérêts nationaux des deux pays et créait une menace pour la

stabilité et la sécurité internationales.

Le communiqué ajoute que l'amélioration des relations entre la Russie et les Etats-Unis n'est possible que sur la base des principes d'égalité et de respect des intérêts des deux pays. L'idée de possibles rencontres entre délégations dans le cadre de forums parlementaires internationaux où les deux pays participent a été évoquée, selon le communiqué.

VENEZUELA: Le président vénézuélien crie victoire après la fin de la panne d'électricité

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé mardi sa victoire sur l'opposition soutenue par les Etats-Unis, après que son gouvernement ait réussi à rétablir le réseau électrique suite à une panne d'électricité prolongée, rapportent des médias locaux.

Selon le gouvernement, «l'opposition soutenue par Washington avait saboté le réseau électrique national dans le but de provoquer des troubles afin de renverser M. Maduro». «Aujourd'hui (...) cinq jours après l'attaque cybernétique contre notre système électrique perpétrée depuis les Etats-Unis, je peux dire que la victoire est entre nos mains, la victoire de restaurer le système électrique vénézuélien», a déclaré M. Maduro dans un message à la nation.

«Le gouvernement travaille actuellement à la consolidation du réseau électrique, notamment en renforçant la sécurité dans les centrales», a-t-il ajouté, précisant que l'électricité avait été rétablie dans une bonne partie du pays.

Les équipes techniques ont réussi à rétablir le service de l'électricité presque partout au Venezuela, pays qui était victime d'une énorme panne depuis jeudi dernier, a déclaré mardi le ministre de la Communication, Jorge Rodríguez.

Le 7 mars, à partir de 17h00 heure locale, une grande partie du Venezuela s'est retrouvée sans électricité en raison, ont indiqué les autorités, du sabotage de la centrale hydroélectrique de Guri.

Le chef de l'opposition, Juan Guaido, qui s'est déclaré «président par intérim» le 23 janvier, fait actuellement l'objet d'une enquête sur son rôle présumé dans la panne d'électricité, a annoncé le procureur général Tarek William Saab plus tôt dans la journée.

ONU: Un ministre sur cinq est une femme d'après la nouvelle Carte des femmes de l'ONU

La participation des femmes aux prises de décisions politiques continue d'augmenter lentement, avec de légères améliorations depuis 2017, selon les données figurant dans l'édition 2019 de la carte biennale des femmes en politique de l'Union interparlementaire (UIP) et ONU-Femmes, publiée en marge de la 63ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW) au siège de l'ONU à New York.

Cette carte, qui établit le classement mondial des femmes dans les organes exécutifs et au Parlement au 1er janvier 2019, montre que la part de femmes ministres a atteint 20,7% (812 sur 3.922), ce qui représente 2,4 points de pourcentage de plus par rapport à 2017 et la part la plus élevée jamais connue.

Cette évolution témoigne du fait que les domaines dont se saisissent les femmes se diversifient, selon l'UIP et ONU Femmes. La part des présidentes de Parlement a également augmenté de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 19,7%, et celle des vice-présidentes a augmenté de 1,6 point de pourcentage pour atteindre 28,2%. Toutefois, la représentation des femmes aux postes de décision au plus haut niveau a baissé : les femmes représentent 6,6% des chefs d'Etat élus (10 sur 153) et 5,2% des chefs de gouvernement (10 sur 193), contre respectivement 7,2% et 5,7% en 2017. Une représentation égale aux postes gouvernementaux est fondamentale pour qu'une démocratie soit véritablement représentative et efficace. En dépit de certaines tendances positives, l'écrasante majorité des chefs de gouvernement restent des hommes. Faire évoluer la situation et garantir l'égalité des sexes à tous les niveaux politiques est une responsabilité partagée des hommes et des femmes.

Il est important de déterminer quels sont les obstacles principaux qui empêchent les femmes d'accéder à des postes de responsabilité», a déclaré la présidente de l'UIP et parlementaire mexicaine, Gabriela Cuevas Barron.

«Lorsque davantage de femmes participent à la vie politique, les décisions sont plus inclusives et la perception qu'a le public de ce à quoi ressemble un dirigeant peut changer», a affirmé pour sa part Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU-Femmes.

«Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir, mais la croissance du nombre de femmes ministres est encourageante, en particulier lorsque nous constatons une augmentation du nombre de pays dotés de cabinets ministériels dont la composition respecte l'équilibre hommes-femmes. Voilà le genre de mesures audacieuses dont nous avons besoin si nous voulons accroître considérablement la participation des femmes aux prises de décisions», a conclu Mme Mlambo-Ngcuka.

OUARGLA : Commémoration du 58^e anniversaire des manifestations populaires de Taïbet

La wilaya d'Ouargla a commémoré hier le 58^e anniversaire des manifestations populaires qu'a vécues Taïbet le 13 mars 1962, à travers l'organisation d'activités commémoratives et de renouvellement du serment aux Chouhada de la glorieuse guerre de Libération nationale.



La nouvelle bibliothèque publique, inaugurée à cette occasion dans la localité de Delilay, commune de Taïbet (200 km Nord-est d'Ouargla), a servi de cadre à une conférence animée par des universitaires et Moudjahidine, qui ont retracé les péripéties de ces manifestations venues en prolongement de celles du 27 février 1962 à Ouargla et du 7 mars 1962 à Tougourt. Ces manifestations avaient pour but de mettre en échec les desseins de la France coloniale visant la séparation du Sahara du reste du pays et de soutenir le gouvernement provisoire algérien et la délégation al-

gérienne participant aux négociations d'Evian couronnées du cessez-le feu. Les populations locales, issues des localités de M'naguer, Bennacer et Taïbet, étaient alors sorties manifester, depuis la localité de M'naguer vers la zaouïa de Ali Benseddik, clamant leur attachement à l'unité et l'intégrité du territoire et à l'indépendance de l'Algérie et le rejet de toute tentative de séparation du Sahara du reste du pays.

Face à la situation, les autorités coloniales ont mobilisé des forces lourdement armées, appuyés par des blindés et des avions, pour venir à bout de ce mouvement de ré-

sistance populaire qui s'est soldée par 11 martyrs et des dizaines de blessés dans les rangs de la population algérienne sans défense et l'arrestation de nombreux citoyens, transférés ensuite aux centres de détention et de torture de Tougourt et Djamaâ, selon des sources historiques.

Les festivités commémoratives ont également donné lieu à l'organisation d'une exposition riche en ouvrages, documents et photos mettant en relief des pans de la glorieuse guerre de libération et de la lutte du peuple algérien durant la révolution, et une autre de produits de l'artisanat et agricoles de la région.

TISSEMSILT : Ouverture des premières journées historiques "Femmes rebelles"

Les premières journées historiques "Femmes rebelles" ont été ouvertes lundi au musée du moudjahid de Tissemsilt, à l'initiative de ce dernier et ce dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme.

Cette manifestation de trois jours comporte une exposition de photos de martyres et de moudjahidate de la glorieuse Guerre de libération nationale. Des ouvrages traitant de

cette période charnière de l'histoire du pays, des revues spécialisées et des travaux de recherches sur le combat de la femme algérienne durant la guerre de libération sont également exposés.

Un concours sur la meilleure recherche historique traitant de la vie d'une martyre ou d'une moudjahida durant la Révolution de Novembre 1954 a été lancé dans le cadre de cette manifestation. Ce concours est ou-

vert aux élèves des établissements scolaires de la wilaya.

Le directeur du musée du moudjahid donnera une conférence sur la participation de la femme au combat libérateur du pays. Des dépliants sur les sacrifices consentis par ces femmes martyres seront distribués aux visiteurs. Des moudjahidate, des filles de chouhada et autres historiennes seront honorées au terme de cette manifestation.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ADRAR
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE TIMIMOUN
DAÏRA DE TIMIMOUN
COMMUNE DE TIMIMOUN
NIF N° 095801099005039

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 17/2019

Le Président de l'assemblée populaire communale de la commune de Timimoun annonce un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour : **AMÉNAGEMENT ET REVÊTEMENT DE LA ROUTE A L'INTÉRIEUR DE LA CITE DES CADRES ABIDI M'HAMMED.**

Les entreprises admises à participer sont celles dont les capacités minimales sont les suivantes :

1- Avoir la qualification professionnelle activité principale travaux publique catégorie quatre (4) et plus.

2- Ayant déjà réalisé au moins trois (03) projets de route similaires (réalisation ; réhabilitation ; revêtement) durant la période (2014-2018) dont le montant des marches + avenant est supérieur ou égale à (20.000.000,00 DA) (Appuyés par des attestations de bonne exécutions délivrées par des maîtres d'ouvrages).

Ces participants peuvent retirer les Cahiers des Charges au bureau Secrétariat générale de la Commune de Timimoun Wilaya d'Adrar contre paiement de 5000,00 DA en tant que droits de participer à l'appel d'offres au bureau d'agent comptable Communale.

Les offres doivent comporter un dossier de Candidature, une offre technique et une offre financière, Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » ; « offre technique » ou « offre financière », selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 17/2019 pour :

AMÉNAGEMENT ET REVÊTEMENTS LA ROUTE A L'INTÉRIEUR DE LA CITE DES CADRES ABIDI M'HAMMED.

Dossier de candidature : ce dossier contient

- Déclaration de candidature remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire.

- Une déclaration de probité remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire.

- Les statuts pour les sociétés ;

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats

a/ Capacités professionnelles : copie du certificat de la qualification et classification professionnelle activité principale travaux publique catégorie quatre (4) et plus.

b/ Capacités financières : les bilans financiers visés par les services des Impôts ou les déclarations d'impôts des (03) trois dernières années.

c/ Capacités techniques : Moyens humains (avec déclaration CNAS + diplômes), Moyens Matériels (avec assurances valides et cartes grises pour véhicules et engins) et Références professionnelles appuyées par les attestations de bonnes exécutions,

- Reçu de paiement de cinq mille dinars (5000,00DA).

A- Offre technique : ce dossier contient ;

Déclaration à souscrire remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle Joint en annexe du présent cahier des charges,

- Mémoire technique justificative : liste (s) des moyens matériels et humains proposés pour l'exécution des travaux,

- Le délai + planning d'exécution des travaux.

- Le présent cahier de charge portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».

B- Offre financière : ce dossier contient:

- Lettre de soumission remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire.

- Bordereau(x) des prix unitaires rempli, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire.

- Détail quantitatif (s) et estimatif (s) rempli, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire,

Durée de préparation des offres est fixée à quinze jours (15) à partir de la première parution de cette annonce sur le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP) et sur la presse nationale. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les offres doivent être déposées au bureau du secrétariat général de la commune de Timimoun, le dernier jour de la préparation des offres de (8h: 00 jusqu'à midi 12h: 00).

L'ouverture des plis se fera le même jour à quatorze heures (14h30) en séance public à la salle de réunion de la commune de Timimoun.

Cet avis est considéré comme une invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.

THÉÂTRE POUR ENFANTS À ORAN: «Tahouissa bel karroussa» en tournée dans les écoles

Une large diffusion du nouveau spectacle pour enfants «Tahouissa bel karroussa» (balade en carrosse) est prévue à partir de cette semaine à Oran au profit des élèves de différentes écoles de la wilaya, a-t-on appris mardi de l'association culturelle locale «El-Amel».



«La tournée de cette nouvelle production à caractère ludique et pédagogique est programmée à travers 47 établissements scolaires», a précisé à l'APS le président de l'association indiquée, soulignant que l'initiative est menée en collaboration avec la direction de l'Education. «Tahouissa bel karroussa» est promise à un beau succès auprès des petits, dans le sillage des échos favorables du public ayant assisté à la première représentation donnée le 1er mars au Théâtre régional d'Oran (TRO). La pièce prend prétexte

d'une panne de diligence conduite par trois frères et leur père, artistes ambulants qui mettent à profit cette halte forcée pour conter des histoires à un groupe d'enfants réunis autour d'eux. Trois contes à forte dose en intrigue et humour sont ainsi racontés aux petits, les conviant à un voyage dans les temps anciens avec, entre autres personnages, le sultan, son vizir et d'autres protagonistes tels le menuisier, le guerrab (porteur d'eau) et l'antiquaire. Ecrite et mise en scène par Mohamed Mihoubi, la nouvelle création est

interprétée par de jeunes comédiens issus de l'école de formation de l'association «El-Amel» qui s'apprête à célébrer l'accomplissement du cursus d'une nouvelle promotion.

Une cérémonie en l'honneur des jeunes artistes sortants est prévue le 27 mars prochain au Conservatoire municipal d'Oran «Ahmed Wahby» à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, a-t-il annoncé.

MÉDÉA :

Plan de mise en valeur du site archéologique d'«Achir»

Le site archéologique d'«Achir», ancienne capitale des Zirides, permettra, une fois qu'il aura bénéficié d'un plan de protection et de mise en valeur qui a été achevé, de développer le tourisme culturel dans la région et de contribuer à son essor économique. Ce plan, réalisé après un long et minutieux travail qui aura duré plusieurs années, permettra une fois approuvé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), d'engager les premiers travaux de protection du site, situé dans la commune de Kef-Lakhdar, à 88 km au sud-est de Médéa, a indiqué, à l'APS, Mohamed Merbouche, chef de service du patrimoine au niveau de la direction de la Culture. Ce plan est à la troisième phase. Celle-ci englobe l'ensemble des actions de protection projetées sur le site et des règles d'exécution devant être mises en application durant l'opération de protection, à savoir la délimitation du périmètre à protéger, l'entretien et la valorisation des vestiges existants sur place et l'organisation du site, dans la perspective de son exploitation à des fins touristiques, a-t-il expliqué. «Achir» est la première capitale de l'ère des Fatimides en Algérie, qui abouira, quelques années plus tard, par la fondation par les Senhadjas, alliés fidèles des Fatimides, de deux autres villes, situées respectivement à Méliana, dans l'actuel Ain-Defla, et Mezghena, au nord-est de Médéa, a-t-on rappelé. Elle fut fondée par le roi Ziri Benmenad Es-Senhadji, vers l'an 936, en signe d'allégeance au calife fatimide, Abou-El-Kassem et Kaim. L'emplacement de cette future capitale fut choisi en raison de sa position stratégique, d'autant que le site culminait à plus de 1400 mètres d'altitude, constituant donc un obstacle pour d'éventuels assaillants, outre l'abondance des sources d'eau et des terres fertiles, à l'intérieur de ce périmètre qui s'étend sur plusieurs hectares. La construction de la ville d'Achir s'est faite en trois étapes, la première a consisté en le choix de l'emplacement, la deuxième en l'édification des murailles et, enfin, la construction des palais, des hammams et autres infrastructures indispensables à la vie en communauté.

MOSTAGANEM: Début de réalisation d'un lac artificiel, d'un espace zoologique et d'un parc de loisirs à Mosta Land



Les travaux de réalisation d'un lac artificiel pour oiseaux, d'un espace zoologique et d'un parc de loisirs pour familles ont été lancés au parc d'attraction «Mosta Land» de Mostaganem, a-t-on appris, mardi de la direction du parc. Ces structures, qui seront livrées avant la saison estivale prochaine, fourniront des espaces féériques aux animaux non sauvages en plein air et renforceront les pavillons du parc ouvert en 2017, a-t-on souligné, faisant savoir qu'une enveloppe de 21 millions DA a été allouée pour la réalisation du parc artificiel, une de 11 millions DA pour la zone semi-libre de zoologie et une autre de 7,5 millions DA pour l'espace de loisirs.

Parallèlement à ces projets, une opération d'extension de la surveillance sécuritaire a été lancée dernièrement avec l'installation

de caméras et de barrières automatiques pour assurer le repos et la sécurité aux visiteurs, en plus d'améliorer et de moderniser la gestion de cette entreprise à caractère commercial et industriel (EPIC), a-t-on ajouté.

Cette opération a coûté à la direction du parc 9 millions DA, s'ajoutant au projet d'installation d'un système moderne de lutte contre les incendies de 7 millions DA.

Le parc d'attraction «Mosta Land» d'une superficie de 57 hectares dont 32 ha destinés au parc zoologique, est situé à hai Kharouba à l'est de la ville de Mostaganem près de la façade maritime-est la plage de Sidi Medjdoub surplombant le cap Arzew. Cet espace de divertissement regroupe une cité des jeux (20 jeux pour adultes et enfants), un

aquaparc «Kharouba Aquaparc», un parc zoologique, une forêt naturelle de détente, des restaurants, des fast foods, des magasins, un hôtel 5 étoiles, un centre sportif aux normes internationales et une place pour les spectacles (représentations artistiques, musicales et théâtrales) et un parking d'une capacité d'accueil de 5.000 véhicules.

Le parc zoologique «Mosta Land» dispose de 100 animaux de 36 espèces dont certaines rares, notamment le tigre du Bengale, le loup blanc polaire, le lama, le babouin, le crocodile du Nil et le lion d'Afrique et autres en voie de disparition comme l'hyène tachetée, les fennec et le macaque. Pour rappel, le parc d'attraction «Mosta Land» a enregistré, l'année dernière, plus de 1,2 millions de visiteurs contre 600.000 en 2017.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Entreprise Nationale de Communication,
d'Édition et de Publicité « ANEP/ SPA »

UNITÉ RÉGIE
PUBLICITAIRE



COMMUNIQUÉ

La Régie publicitaire de l'entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) informe l'ensemble de ses clients du prochain lancement de son nouveau site BOMOP (www.bomop.anep.dz) qui sera opérationnel à partir du 03 Mars 2019.

La conception du nouveau site répond aux exigences de l'heure en termes d'adaptabilité, célérité et de réactivité. Information en temps réel, large diffusion, organisation des annonces par secteurs d'activités et diversification de l'offre, avec quatre packs (Classique, Bronze, Silver et Gold), feront du nouveau BOMOP l'outil indispensable pour tout opérateur et tout prestataire en quête d'un marché public, qui pourront également bénéficier de prises en charges d'alertes sur les annonces et des dates d'ouverture des plis avec les packs : Bronze, Silver et Gold.

AIN TÉMOUCHENT : 12 projets de développement inscrits au profit du secteur de la jeunesse et des sports

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Aïn Témouchent a bénéficié, cette année, de 12 projets de développement inscrits au titre du fonds de solidarité et garantie des collectivités locales a-t-on appris de la direction du secteur.

Dans ce cadre, une enveloppe de 2,82 milliards DA a été allouée pour la réalisation de ces opérations à travers la wilaya, a souligné le directeur du secteur, Moncef Merabet. Ces opérations sont destinées à la pose du gazon artificiel sur les terrains de 18 stades communaux, leur équipement en moyens d'éclairage ainsi qu'à la réalisation d'un nouveau stade et l'aménagement d'infrastructures relevant du secteur.

Ces projets seront lancés durant le premier semestre de l'année en cours pour contribuer à la promotion de la pratique sportive localement et accompagner les clubs sportifs évoluant dans divers championnats, a souligné Moncef Merabet. Pour rappel, le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Aïn Témouchent a bénéficié, depuis 2000, de 246 projets de développement pour un total de 5,27 milliards DA ayant permis la réalisation d'importantes infrastructures sportives et juvéniles, a précisé le DJS.

SPORTS NAUTIQUES Championnat d'Algérie d'apnée sportive indoor les 15 et 16 mars à Sig

Le championnat d'Algérie d'apnée sportive indoor aura lieu les 15 et 16 mars dans la piscine de Sig de Mascara, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de secourisme, sauvetage et activités subaquatiques (FASSAS). Cette compétition de sport nautique de deux jours, organisée par la Fédération algérienne de sauvetage et de secourisme et activités subaquatiques en collaboration avec la DJS de Mascara, verra la participation plus de 80 athlètes qui se sont qualifiés lors des phases régionaux, issus des wilayas d'Alger, Béjaïa, Blida, Médéa, Skikda, Chlef et Oran.

Le programme de ce championnat prévoit le déroulement de six épreuves d'apnée, à savoir le statique de 4 minutes, le dynamique bi-palme de 80 mètres, le dynamique mono-palme de 100 mètres et plus, le dynamique sans palme de 60 mètres, le 2 fois 50 mètres speed et le 8x50 mètres endurance avec mono-palme.

La direction de cette compétition sera assurée par le directeur technique national Drahmoune Rachid assistés de Belarbi Mohamed arbitre principal et dix arbitres de la FASSAS.

Pour cette phase finale, la FASSAS met en place des écrans pour diffuser en direct les performances des apnéistes. Des caméras placées dans le bassin de la piscine permettront au public de mieux comprendre les techniques et les objectifs de l'apnée.

APS

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES SPORTS MÉCANIQUES: «Nous travaillons dans des conditions très difficiles»

La nouvelle composante de la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) s'est avouée incapable d'appliquer son plan d'action pour 2019-2020, essentiellement à cause des «importantes» dettes laissées par l'ancien bureau et le refus du président sortant de procéder à la passation de consignes avec son successeur Karim Ben Hamiche, s'est plaint ce dernier.

«Outre les importantes dettes laissées par l'ancien bureau et que nos créanciers commencent à réclamer avec insistance, le président sortant Amir Benamar, qui a occupé ce poste par intérim, a refusé de procéder à la passation de consignes et tout cela complique sérieusement notre tâche dans l'application du plan d'action pour la période 2019-2020», a expliqué à l'APS Ben Hamiche.

«Aussi longtemps que je n'aurai pas officiellement pris mes fonctions en tant que nouveau président de la FASM, je ne pourrai pas travailler dans de bonnes conditions», a-t-il pesté. Sur le court terme, le plan d'action de Ben Hamiche comporte, entre autres, l'ouverture de trois écoles pour jeunes talents sportifs en moto, moto-cross et karting. Concernant les dettes cumulées, Ben Hamiche a indiqué qu'elles s'élevaient à «19 millions de dinars», en précisant que l'ancien bureau qui a dirigé la FASM par intérim après le décès tragique de l'ancien président Chihab Baloul, a dépensé «47 millions de dinars». L'Assemblée générale extraordinaire de l'instance (AGEx), tenue en février dernier, avait d'ailleurs rejeté à l'unanimité les bilans moral et financier. Ben Hamiche a



assuré que les membres du nouveau bureau ont épongé certaines dettes de leur propre poche pour permettre à l'instance de fonctionner normalement, notamment en réglant les factures d'électricité et de téléphones restées longtemps impayées au niveau des deux sièges dont dispose la FASM dans le quartier de Témouchent, sur les hauteurs d'Alger-centre. «C'est une vraie course contre la montre à laquelle nous nous livrons ac-

tuellement pour régler ces problèmes, tout en essayant de récupérer le matériel qui se trouve encore chez deux membres de l'ancien bureau, à savoir un grand chronomètre offert par la Fédération internationale de l'automobile, 350 appareils GPS et une vingtaine de motos», a-t-il détaillé.

De son côté, le premier vice-président Fethi Benaïssa a révélé que la FASM espérait récupérer également un véhicule 4x4, des groupes élec-

triciens et un certain nombre de téléphones satellite «qui se trouvent toujours en possession de membres de l'ancien bureau». Dans un autre registre, Ben Hamiche a dénoncé le comportement de l'ancien président par intérim qui, selon lui, «a illégalement retiré une invitation de la boîte mail de la FASM pour participer à un congrès des sports mécaniques au Moyen-Orient, tenu dernièrement au Koweït».

CHAMPIONNAT ARABE SCOLAIRE: Une médaille d'or pour le pongiste Abdelbasset Chaichi

La sélection algérienne scolaire de tennis de table a remporté trois médailles (1 or, 2 bronze), lors de la dernière journée des championnats arabes scolaires de tennis de table et de handball disputés au Caire (Egypte) du 4 au 12 mars. La médaille d'or algérienne a été remportée par Abdelbasset Chaichi qui a battu en finale du simple messieurs, l'Égyptien Youcef Abdelwaheb sur le score de 3 sets à 1.

Les deux médailles de bronze sont revenues aux sélections masculines et féminines dans les épreuves par équipes. À l'issue de cette ultime journée l'Algérie termine la compétition avec 8 médailles (1 or, 3 argent et 4 bronze).

La sélection algérienne de tennis de table avait, rappelle t-on, remporté 5

médailles (3 en argent et 2 en bronze) dans les catégories par équipes (garçons et filles), et double (garçons et filles) et simple (garçons). En handball, la sélection algérienne garçon a remporté son match de classement contre son homologue libanaise sur le score de 32-23 alors que la médaille d'or est revenue à la sélection égyptienne.

Chez les filles, l'équipe algérienne s'est adjugée la troisième place après sa défaite face à l'Égypte dans une compétition disputée sous forme d'un mini-championnat avec la participation de cinq pays. La médaille d'or est revenue à l'Égypte. L'Algérie a pris part aux Championnats arabes scolaires de handball et de tennis de table des cadets, avec 41 athlètes dont 20 filles, avec l'objectif de

jouer les premiers rôles, selon la Fédération algérienne du sport scolaire (FASS). En handball, la sélection algérienne est représentée par 31 joueurs dont 15 filles, alors qu'en tennis de table, 10 pongistes dont 5 filles ont effectué le déplacement en Égypte. Les deux sélections sont conduites par six entraîneurs dont quatre en handball à savoir Ghennai Abdelmalek, Chikh Abderrazak, Ali Khouldia et Nasreddine Aït-Chaouch auxquels s'ajoutent les deux coaches de tennis de table, Gouasmi Benmira et Amar Bayou. Le championnat arabe scolaire de handball et de tennis de table enregistre la participation de huit pays : Égypte (organisateur), Emirats arabes unis, Arabie Saoudite, Palestine, Algérie, Liban, Jordanie, Sultanat d'Oman.

HANDI-BASKET / COUPE D'ALGÉRIE: Les finales aujourd'hui à Alger

Les finales de la Coupe d'Algérie de handi-basket opposeront le CSH Ouargla à Nadi El Eulma (dames) et Nour Hammadi à Nour M'sila (messieurs), jeudi à la salle omnisports de Staouéli (Alger).

Le match des féminines, prévu à 14h00, opposera la meilleure équipe à l'échelle nationale, le CSH Ouargla, avec déjà 12 Coupes d'Algérie et autant de titres en championnat en 12 saisons, à Nadi

El Eulma qui prétend à son premier sacre et croit avoir des atouts à faire valoir sur le terrain. Pour le président du CSH Ouargla, Mohamed Tahar Hadjadj, son équipe continuera à dominer le handi-basket féminin algérien grâce à la stabilité au sein du club et au travail continu avec le même effectif pendant de longues années. "Notre effectif représente l'ossature de l'équipe nationale. J'espère que les autres

clubs activant dans les compétitions nationales puissent bénéficier de plus d'intérêt des autorités locales, en leur octroyant une aide en matériels sportifs et assistance en cadre spécialisé", a-t-il souhaité.

Pour Nadi El Eulma, le club a tout à gagner puisque son arrivée en finale est en soi une excellente opération vu le manque de moyens dont il souffre. Si la finale des dames devrait être à sens unique,

celle des messieurs s'annonce très relevée entre deux équipes qui jouent les premiers rôles en championnat et comptent assurer au moins un trophée cette saison.

En championnat, un point sépare les deux équipes avant les play-offs : M'sila occupe la seconde place avec 27 points et Hammadi suit derrière avec 26 unités. C'est dire que cette finale devrait tenir toutes ses promesses et être d'un bon niveau, selon des techniciens.

JEUX OLYMPIQUES DE 2020 / ORGANISATION: Le Japon veut surprendre par ses innovations

Le Japon, pays organisateur des prochains Jeux olympiques d'été, prévus en 2020 à Tokyo, espère profiter de ce grand événement sportif pour éblouir le monde par ses innovations technologiques, comme ce fut le cas lors des premières olympiades, qu'il avait abrité en 1964.

«Notre aspiration : faire de ces JO les plus innovants de l'histoire», a indiqué Masa Takaya, un porte-parole du comité d'organisation. L'archipel nippon avait superbement réussi son pari il y a 55 ans lorsqu'il avait accueilli dans sa capitale les premiers JO organisés en Asie, entre autres grâce à la retransmission internationale, via la Mondovision, avec certaines épreuves en couleur.

Il avait innové également avec l'inauguration du train à grande vitesse Shinkansen, devenu depuis un modèle de fiabilité dans le monde entier et faisant du Japon un pionnier dans le domaine. A partir de là, les entreprises japonaises continuèrent pendant des décennies à se distinguer, des fameux baladeurs Walkman de Sony aux écrans à cristaux liquides (LCD) de Sharp.

Mais le 21e siècle s'est montré cruel pour les géants de l'électronique nippons, dépassés par la concurrence asiatique et les ingénieuses firmes américaines de la Silicon Valley. «Un des gros problèmes, c'est que nous pensons que nous sommes encore innovants. Mais si vous regardez le reste du monde, nous ne sommes plus le pays le plus à la pointe», selon Yoko Ishikura, professeur à l'université de Hitotsubashi, ayant considéré qu'il est «inquiétant» de voir que «beaucoup de Japonais ont très peu conscience de ce qui se passe ailleurs».

L'archipel nippon espère cependant profiter de ces JO-2020 pour redorer son blason, en proposant de grandes nouveautés, dans différents domaines, comme la retransmission et le transport.

Dans les aéroports, des fauteuils roulants électriques conduiront les visiteurs alignés en file indienne à la destination indiquée sur leur smartphone. Dans les rues, sur les différents sites, il y aura des robots en tout genre et des systèmes de traduction ingénieux où le texte s'écrit sur un écran transparent placé entre les interlocuteurs, au niveau des guichets.

Il y aura également un système de reconnaissance faciale instantanée, capable de procéder à l'identification en seulement 0,3 seconde. Il reconnaîtra automatiquement les 300.000 athlètes, membres du personnel et journalistes enregistrés. Les organisateurs des JO prévoient également une centaine de bus à pile à combustible qui, alimentée avec ce gaz, n'émettent que de la vapeur d'eau, ainsi que des berlines ou des chariots élévateurs.

«L'idée est de montrer que l'hydrogène peut faire partie de la vie de chacun et que les gens retiennent cela des jeux», souligne le responsable de Toyota. Par ailleurs, une petite compagnie composée de jeunes ingénieurs enthousiastes planche même sur le développement d'une voiture volante (Cattivator SkyDrive), nourrissant le rêve qu'elle allume la flamme olympique. Mais les organisateurs gardent eux les pieds sur terre et n'imaginent pas voir de tels engins dans les airs à l'été 2020.

APS

TENNIS/CLASSEMENT ITF JUNIORS: Un gain de 10 places pour l'Algérien Rihane, désormais 140^e mondial

L'Algérien Youcef Rihane a gagné 10 places dans le nouveau classement international juniors, dévoilé par la Fédération internationale de tennis (ITF) sur son site officiel. Cette belle ascension du jeune joueur algérien s'explique par son parcours honorable lors du tournoi international juniors «Méditerranée Avenir» disputé du 4 au 9 mars 2019 au Maroc.

Après avoir atteint les quarts de finale, Rihane a perdu contre l'Espagnol Carlos Gimeno Valero sur le score 6-3, 7-6(5). Le sociétaire du GS Pétroliers, aura l'occasion d'améliorer son classement en cas de bons résultats au Championnat d'Afrique juniors qui se déroule actuellement au Maroc. Il est qualifié au deuxième tour où il affrontera le Marocain Aïssa Benchakroun. Pour sa part, Mohamed Lebdi Forkane a gagné 162 places et se positionne au 1582e rang. Ses compatriotes

Samir Hamza Reguig (463e), Mohamed Ali Abibsi (1284e) et Aymen Abderrahmene (1477e) ont perdu, respectivement 14, 11 et 11 places. Matis Amier (1591e) a perdu 116 places, alors que Mohamed Said Ounis (1799e) a reculé de 7 positions. Chez la gent féminine, Bouchra Rehab Mebarki, Championne arabe en titre et vice-Championne d'Afrique des 14 ans et moins, a gagné 99 places et se positionne ainsi au 1423e rang. Lynda Benkaddour meilleure joueuse algérienne classée, a



perdu 35 places et se trouve au 226e rang. Bekrar Ines (478e), Amina Ahlem Felloussa (1577e) et Houria Boukholda (1595e) ont perdu respectivement 2, 11 et 12 places. Même chose pour Nesrine Troubia (2511e) qui a reculé de 5 places.

FEMME

L'organisation des journalistes sportifs algériens (ONJSA) rend hommage aux journalistes sportives

L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) a rendu, mardi au centre familial de la CNAS à Ben Aknoun (Alger), un hommage aux journalistes sportives, saluant leur contribution dans la promotion des vertus du sportif et la promotion de plusieurs disciplines.

Devant un parterre d'anciens journalistes, de figures du mouvement sportif national dont le président du Comité olympique et sportif algérien (COA) et de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), Mustapha Berraf, une cinquantaine de journalistes sportives de différents organes (audiovisuels et presse écrite) ont été honorées lors d'une cérémonie conviviale, organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année.

Dans son allocution de bienvenue, le

président de l'ONJSA, Youcef Tazir a considéré cette rencontre comme un devoir envers des journalistes sportives (doyennes et autres toujours en activité) qui ont pris le défi de s'engager dans un métier «à la fois noble et difficile». « Cette cérémonie qui est à sa 3e édition, constitue un signe de reconnaissance et de gratitude pour vos efforts, votre patience et votre contribution dans la promotion du sport algérien, à travers vos écrits, vos enquêtes et reportages.

Le métier que vous avez choisi est passionnant et très noble», a indiqué Tazir. Il a, en outre, fait savoir que des opérations sont menées par l'ONJSA au profit des journalistes sportives et sportives, à l'image, entre autres, des cours d'Espagnol gratuits et d'une opération «sport pour tous», qui va être entamée dans les jours à venir qui va permettre aux journalistes sportives de pratiquer

des activités physiques dans les différentes enceintes sportives sous la tutelle du MJS. « Outre ces opérations, l'ONJSA va lancer un prix pour le meilleur article sportif qui va valoriser le travail des journalistes sportifs et sportives. Une réflexion sur l'opération a été entamée et devrait fixer les modalités et conditions de participation», a-t-il conclu. Les participantes ont salué les initiateurs de ce geste «très significatif» à leur égard et, à travers elles, envers toutes les femmes journalistes algériennes.

«Outre son côté festive, cette rencontre m'a permis personnellement de revoir des amies et collègues que j'ai perdu de vue depuis une dizaine d'années. Nos retrouvailles sont émouvantes. Je remercie les organisateurs qui ont pensé à nous réunir l'espace de quelques heures», a indiqué Feriel Ouali (journaliste sportive des années 1990).

NBA :

Westbrook condamné à une amende de 25.000 dollars pour des menaces contre un fan du Jazz d'Utah

Russell Westbrook, la star d'Okloham City, a été condamné à une amende de 25.000 dollars (22.000 euros) pour l'altercation verbale qu'il a eue avec un fan du Jazz d'Utah, a annoncé mardi la NBA. Une brève déclaration du vice-président de la ligue de basket nord-américaine, Kiki VanDeWeghe, a confirmé la punition infligée au MVP 2017 pour l'incident qui s'est produit lundi à la Vivint Smart Home Arena de Salt Lake City.

Le Utah Jazz a par ailleurs indiqué que le supporter im-

pliqué avait été banni à vie du stade, invoquant «des insultes verbales excessives et dénigrantes». Lors de la victoire lundi du Thunder (98-89) face au Jazz, Westbrook a menacé un couple de fans de Utah qu'il a ensuite accusés de propos racistes. «Le jeune homme et sa femme dans les tribunes m'ont dit de me mettre à genoux, comme nous le faisons avant. C'est pour moi l'expression d'un manque total de respect, je pense qu'il y a un caractère racial (dans ses propos), c'est inapproprié», s'est-il dé-

fendu dans un communiqué. «Il y a beaucoup de gens qui viennent à des matches pour dire des choses irrespectueuses à mon endroit et à celui de ma famille. Pendant de nombreuses années, je n'ai jamais rien dit pour ne pas blesser ou insulter les gens», a-t-il indiqué. «Tout le monde mérite de pouvoir jouer au basket dans un environnement sûr, positif et inclusif», a déclaré le président du Jazz, Steve Starks, dans un communiqué. Deux joueurs du Jazz, Donovan Mitchell et Thabo Sefolosha, ont égale-

ment apporté leur soutien à Westbrook. «En tant qu'homme noir vivant dans une communauté que j'aime et jouant au sein d'une équipe qui me donne l'occasion de réaliser mes rêves, cet incident m'a touché de très près», a ainsi écrit Mitchell. Keisel, le fan en question, a nié avoir tenu des propos racistes, expliquant avoir dit au joueur de «s'asseoir et mettre de la glace sur ses genoux». Entre-temps, le site Ebony.com a révélé des tweets virulents de Keisel envers Westbrook, supprimés depuis.

TAMANRASSET :

Large affluence du public aux «Portes ouvertes» sur les sports militaires

Les «Portes ouvertes» sur les sports militaires, organisées mardi à la 6ème Région militaire (6RM) à Tamanrasset par le service régional des sports militaires, ont drainé un large public venu s'enquérir des différentes missions et activités de ce service. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre du programme de communication du haut commandement de l'Armée nationale populaire

(ANP) de 2019 visant le raffermissement de la relation ANP-Nation, et le rapprochement du citoyen des structures de l'ANP, selon les organisateurs. Ouvertes par le chef d'Etat-major de la 6ème RM, le colonel Smahi Chaïb, au nom du commandant cette RM, ces portes ouvertes, organisées à la salle omnisports de Tahaggart à Tamanrasset, ont permis au public de s'enquérir des diverses disci-

plines et activités sportives militaires, collectives et individuelles, pratiquées par les éléments de l'ANP, de s'informer sur les équipes nationales et leurs participations aux différents championnats arabes, africains et internationaux, leurs exploits et les perspectives sportives militaires. Le public a apprécié, à cette occasion, l'exécution d'exhibitions de karaté-do, judo, boxe et Kouksoul.

LIGUE 1 DE FOOTBALL (24^E JOURNÉE) : MCA-USMA au bonheur des puristes, choc de mal classés à Béjaïa

Le derby algérois MCA-USMA constituera l'affiche par excellence de la 24^e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue à partir d'aujourd'hui et marquée également par le choc de mal classés entre le MO Béjaïa et le DRB Tadjenanet.

Le leader l'USM Alger (45 pts), qui reste sur une surprenante défaite au stade Omar-Hamadi face au Paradou AC (1-2), n'aura plus droit à l'erreur s'il ne veut pas rester sous la menace de la JS Kabylie qui suit derrière à cinq longueurs. Un rendez-vous extrêmement important pour les «Rouge et Noir» dans l'optique de reconquérir un titre qui fuit le club depuis 2016.

De son côté, le MCA (5^e, 32 pts), battu samedi à Sétif par l'ESS (2-0), devra se relever et se réconcilier avec son public après avoir perdu deux objectifs majeurs : Coupe d'Algérie et Coupe arabe, alors qu'il accuse 7 points de retard sur le podium. Les coéquipiers du capitaine Abderrahmane Hachoud aborderont ce match



dans un contexte particulier, au surlendemain de la démission de l'entraîneur Adel Amrouche, remplacé à titre intérimaire par Mohamed Mekhazni jusqu'à la fin de la saison. En bas du classement, le

MOB, premier reléguable (14^e, 22 pts), doit impérativement l'emporter à domicile face à un concurrent direct pour le maintien, le DRBT (1^{er}, 24 pts), dans un véritable duel indécis et ouvert à tous les pronostics.

Auteur d'un nul salubre à Béchar face à la JS Saoura (0-0), le MOB, sous la conduite de son nouvel entraîneur français Alain Michel, doit confirmer son redressement dès ce rendez-vous capital qui pourrait lui permettre, en cas de victoire, de quitter provisoirement la zone de relégation. Cette 24^e journée se poursuivra dimanche avec trois rencontres devant mettre aux prises des équipes aux objectifs diamétralement opposés, à l'image de Olympique Médéa (14^e, 22 pts) - JS Kabylie (2^e, 40 pts).

COUPE D'ALGÉRIE :

Le MC Oran prend une option sur le dernier carré, mais priorité au maintien

Au MC Oran, l'on se remet à rêver d'un titre qui lui fuit depuis 23 ans, après le nul ramené mardi du terrain du CS Constantine (1-1), en quarts de finale aller de la Coupe d'Algérie, au moment où ses joueurs accordent la priorité au maintien en Ligue 1 algérienne de football.

«C'est un bon résultat qui nous permet de prendre une option sur la qualification aux demi-finales, mais la priorité pour nous reste le maintien. La Coupe n'est qu'un bonus», déclare à l'APS, le milieu de terrain, Sabri Gharbi. Cette première manche des quarts de finale intervenait dans une conjoncture difficile que traverse le club-phare de la capitale de l'Ouest dont les résultats se sont nettement détériorés depuis le début de la phase retour pour se retrouver en train de lutter pour son maintien. «Nous aurions aimé revenir avec la victoire. Dommage car, nous avons concédé le but égalisateur dans les derniers instants de la partie. Rien n'est donc joué, surtout que l'adversaire est un gros calibre. A nous de rester donc prudents en vue du match retour, mais entre temps, il faudra songer à nos prochains matchs en championnat qui demeure notre priorité», a précisé,

pour sa part, le gardien de but, Amine Mazouzi.

Le latéral gauche, Zineddine Mekaoui, lui, a estimé que le nul ramené de Constantine, «avec à la clé une très belle copie, peut être la meilleure de l'équipe cette saison va nous booster moralement pour rebondir en championnat et assurer le maintien, même si nous sommes conscient qu'un club comme le MCO est censé jouer les premiers rôles». Les «Hamraoua», qui sont rentrés à Oran dans les premières heures de mercredi, commencent jeudi la préparation d'un autre rendez-vous non moins important qui les mènera encore une fois à l'Est du pays pour affronter l'ES Sétif dimanche prochain dans le cadre de la 25^e journée.

L'entraîneur français du MCO, Jean Michel Cavalli, n'a pas jugé utile d'effectuer un stage à Constantine pour rallier de là bas la ville de Sétif, comme proposé par la direction du club. Avant la 24^e journée, les Mouloudéens occupent la 10^e place au classement avec 25 points, devantant de trois unités le 14^e et troisième potentiel reléguable, l'O Médéa, mais comptent néanmoins un match en retard contre MC Alger sur le terrain de ce dernier.

LIGUE 2 :

Fin de série pour l'ASM Oran après quatre matchs sans défaite

La belle série de l'ASM Oran, invaincue depuis quatre journées, s'est arrêtée à Tlemcen, lors du derby de l'Ouest face au Widad local, vainqueur (2-1), mardi dans le cadre de la 25^e journée de la Ligue 2 de football. Du coup, les Oranais retombent dans leurs travers et se font rejoindre par le troisième potentiel reléguable, l'USM El Harrach, qui a battu chez lui l'US Biskra (1-0). Mais pour l'entraîneur Salem Laoufi, qui a concédé sa première défaite depuis qu'il a pris en mains l'ASMO, les deux prochaines journées risquent d'être décisives dans l'avenir de son équipe parmi les pensionnaires du deuxième palier.

En effet, les gars de M'dina J'dida auront à disputer deux

rencontres de rang à domicile, ce qui constitue une aubaine pour eux afin de s'extirper de la zone rouge s'ils parviennent à réussir un carton plein.

Une mission qui ne s'annonce pas du tout aisée, surtout que les adversaires ont pour nom le NC Magra, le leader incontesté de la Ligue 2 et l'USM Annaba, une équipe du milieu de tableau. «Certes, nous aurons affaire à deux gros morceaux, mais nous n'avons pas d'autres choix que de réaliser un carton plein pour conforter nos chances dans la course au maintien», prévient d'ores et déjà le coach Salem Laoufi.

Par ailleurs, la direction de l'ASMO, par le biais du président du club sportif amateur, Merouane Beghor, a ré-

téré son appel aux autorités locales pour lui réserver le même traitement que le voisin du MC Oran, en passe de bénéficier des avantages du protocole d'accord signé avec Hyproc Shipping Company, une filiale du groupe Sonatrach.

Lors de la signature du document entre les deux parties, début janvier dernier, le wali d'Oran avait promis qu'une même procédure serait effectuée prochainement au profit de l'ASMO, en butte elle aussi à d'interminables problèmes financiers depuis plusieurs saisons. Ces difficultés sont pour beaucoup, selon ses dirigeants, dans cette difficile conjoncture que traverse le club, risquant de l'envoyer en division nationale amateur.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (GR.D/ 6^E JOURNÉE) AL-AHLY - JS SAOURA :

Les autorités sécuritaires accordent 5000 places supplémentaire

Les autorités sécuritaires égyptiennes ont accordé 5000 places supplémentaires aux supporters d'Ahly, en vue de la réception de la JS Saoura samedi au stade Bordj Al-Arab d'Alexandrie (17h00), en match comptant pour la 6^e et dernière journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, rapporte le site officiel du club. Avec ce quota supplémentaire, 15.000 spectateurs pourront désormais assister à cette rencontre décisive pour les deux équipes. La JS Saoura, vainqueur samedi dernier à Béchar face au club tanzanien de Simba SC (2-0), n'aura besoin que d'un seul point pour valider une qualification historique pour les quarts de finale, alors qu'Al-Ahly, battu à Kinshasa face aux Congolais de l'AS Vita Club (1-0) doit impérativement l'emporter pour se qualifier. La séance d'entraînement effectuée ce mercredi matin par les joueurs d'Ahly a enregistré la présence de l'ancien entraîneur portugais du club Manuel José qui a tenu à les encourager à trois jours de ce choc décisif. Au terme de la 5^e journée, la JS Saoura occupe la tête du classement avec 8 points, avec une longueur d'avance sur Al-Ahly et Vita Club qui comptent 7 points chacun. Simba SC ferme la marche avec 6 points.

FOOTBALL / INTER-RÉGIONS : Le programme de la 24^e journée

Gr. Centre-Est Samedi à 15h00 :
US Souf - IRB Ain Lahdjar
SA Sétif - NRB Téléghma
OM Ruisseau - IRB Berhoum
JS Azazza - Hydra AC
FC Bir el Arch - DRB Baraki
US Oued Mizour - MB Bouira
ASC Ouled Zouai - AS Bordj Ghedir
MB Hassi Messaoud - USM Sétif

Gr. Est Samedi (15h00) :
IRB El Hadjar - CB Mila
Hamra Annaba - NRB Grarem
ES Bouakeul - CRB Dréan
IRB Robbah - NASR El Fedjoudj
ES Guelma - CRB Ain Yagout
ESB Besbes - NRC Boudjelbana
WM Tébessa - MB Rouissat
MSP Batna - O Magrane

Gr. Centre-Ouest Jeudi (16h00) :
USB Tissemsilt - IRB Aflou
ARB Ghriss - CRB Boukadir
CR Zaouia - ORB Oued Fodda
CRB Sendjas - RA Ain Defla
IRB Bou Medfaa - ES Berrouaghia
IRB Laghouat - E Sour Ghozlane
SC Ain Defla - CRB Froha
FCB Fremela - JSM Chéraga

Gr. Ouest Samedi (15h00) :
ICS Tlemcen - WA Mostaganem
CRB Adrar - IRB Ain Hadjar
CRM Bouguirat - MB Sidi Chahmi
CRB Sfisef - ZSA Témouchent
CR Témouchent - IS Tighennif
JS Emir Abdelkader - JS Sig
USM Oran - CRC Tiaret

Le programme

Aujourd'hui 14 mars :
Alger (5-Juillet-1962) : MC Alger - USM Alger (17h00)
Béjaïa : MO Béjaïa - DRB Tadjenanet (17h00)

Dimanche 17 mars :
Aïn M'lila (Khelifi-Zoubir) : AS Aïn M'lila - CABB Arréridj (15h00)
Médéa : Olympique Médéa - JS Kabylie (15h00)
Sétif : ES Sétif - MC Oran (17h45, huis clos)

Lundi 25 mars :
Alger (20-Août-1955) : CR Belouizdad - CS Constantine (15h00)

Lundi 1^{er} avril :
Sidi Bel-Abbès : USM Bel-Abbès - JS Saoura (16h00)

A programmer :
Paradou AC - NA Hussein-Dey

| Classement | Pts | J |
|---------------------|-----|----|
| 1). USM Alger | 45 | 23 |
| 2). JS Kabylie | 40 | 23 |
| 3). Paradou AC | 39 | 23 |
| 4). ES Sétif | 33 | 23 |
| 5). CS Constantine | 32 | 21 |
| -). MC Alger | 32 | 21 |
| 7). JS Saoura | 31 | 22 |
| 8). CABB Arréridj | 29 | 23 |
| 9). NA Hussein-Dey | 27 | 20 |
| 10). MC Oran | 25 | 22 |
| 11). DRB Tadjenanet | 24 | 22 |
| 12). AS Aïn M'lila | 23 | 22 |
| -). CR Belouizdad | 23 | 22 |
| 14). MO Béjaïa | 22 | 22 |
| -). O. Médéa | 22 | 23 |
| 16). USM Bel-Abbès | 19 | 22 |

NDLR : ce classement prend en considération la victoire de l'AS Aïn M'lila face au CR Belouizdad sur tapis vert (3-0) et la défalcation de 3 points à ce dernier.

KLOPP S'ATTEND À SOUFFRIR

Jürgen Klopp voit le Bayern Munich dominer la rencontre face à son Liverpool mercredi soir en 8e de finale retour de Ligue des champions. Le dernier choc de ces 8es de finale de Ligue des champions s'apprête à livrer son verdict. Après un match nul (dans tous les sens du terme) à Anfield le 19 février dernier, Rottone et Reds se retrouvent mercredi soir à l'Allianz Arena de Munich pour en découdre, une rencontre que les Bavarois doivent aborder avec précaution, un match nul avec un score non vierge pouvant suffire à qualifier Liverpool. Jürgen Klopp, coach des Scousers s'attend donc à ce que les hommes de Niko Kovac prennent le jeu à leur compte.



Griezmann : «On est passé au travers»

Antoine Griezmann ne s'est pas défilé après l'élimination de l'Atlético Madrid face à la Juventus Turin (0-3), en huitièmes de finale de la Ligue des Champions. "On savait que ça allait être compliqué ici, on avait fait le match parfait à l'aller. Je ne sais pas... On n'a pas fait le même match donc contre ces équipes, tu payes direct", a analysé l'attaquant français au micro de RMC Sport. Et le champion du monde 2018 de plaider coupable : "Je me sens un peu coupable. Ce n'était pas le jour, on a mal choisi. Il faudra revenir, je crois encore en ce club. On fera tout. Il nous a tout manqué. Défensivement et offensivement, on est vraiment passé à travers."

Ronaldo revient sur sa folle soirée

La victoire de la Juventus sur l'Atlético ce mardi restera comme l'un des matchs les plus marquants de la carrière de Cristiano Ronaldo. Auteur d'un triplé, le quintuple Ballon d'Or s'est délecté de cette "nuit magique".

Passé en coup de vent dans la zone mixte du Wanda Metropolitano, il y a trois semaines, après la défaite 2-0 de la Juventus en huitième de finale aller de la Champions League, Cristiano Ronaldo était beaucoup plus loquace hier soir au Juventus Stadium, pour débriefer la qualification héroïque des Bianconeri face à l'Atlético Madrid (3-0 au retour). Après son triplé décisif, l'attaquant portugais avait des choses à dire...

"Voilà pourquoi la Juventus m'a amené ici ; faire des choses que personne n'avait jamais faites ici avant", s'est auto-congratulé CR7, désormais co-recordman du nombre de triplés en C1 avec Lionel Messi (8). "Je fais juste mon travail et je suis très heureux ce (mardi) soir." À 34 ans, il rêve désormais de soulever la Ligue des Champions avec son nouveau club. "C'est cette mentalité qu'il faut avoir pour gagner Champions League." "C'était une nuit magique", a poursuivi Ronaldo, qui en est à quatre triplés inscrits dans toute sa carrière face aux Colchoneros. "L'Atlético est toujours une équipe difficile à battre, mais nous sommes forts nous aussi et nous l'avons prouvé", a-t-il lâché. "On voulait vivre une soirée spéciale et c'est ce qu'il s'est passé, pas seulement pour mes buts, mais pour la performance de l'équipe dans son ensemble. Nous devons être fiers."

LE SALAIRE FARAMINEUX DE ZIDANE

Zinedine Zidane est de retour sur le banc du Real Madrid seulement 10 mois après l'avoir quitté. Son président Florentino Perez s'est montré généreux quant à son salaire. En effet, le quotidien espagnol El Confidential annonce ce matin le salaire du Marseillais qui s'élève à 12 millions d'euros par an, avec des possibles bonus supplémentaires en fonction des résultats de son équipe. L'ancien joueur de la Juve bénéficiera donc d'un salaire nettement amélioré. À son départ en 2018, il touchait aux alentours de 7,5 millions d'euros. Sous contrat jusqu'en 2022, le nouveau coach de la Maison Blanche réalise donc une belle opération financière. Pour rappel, au moment de son départ, Zidane restait sur trois victoires consécutives en Ligue des Champions.



THORGAN HAZARD VISÉ ?

Thorgan Hazard (25 ans), serait sur les tablettes de Dortmund, selon Bild. L'attaquant du Borussia Mönchengladbach constituerait un profil intéressant pour remplacer Christian Pulisic, qui rejoindra Chelsea dès cet été contre 64 millions d'euros. Le quotidien allemand indique que l'opération entre les deux clubs pourrait se conclure à hauteur de 42 millions d'euros. S'il est le cinquième meilleur passeur de Bundesliga (8 passes), le Belge, auteur de 9 buts, reste sur huit matches sans marquer.

MENDY POUSSÉ VERS LA SORTIE À MAN CITY

Depuis son arrivée à Manchester City en 2017 en provenance de Monaco, Benjamin Mendy n'a que très peu joué pour les Citizens. La faute à des blessures. Ce qui commence à agacer Pep Guardiola qui envisagerait une solution de rechange. « Aujourd'hui, il n'est pas en forme. Il ne s'agit pas de l'aspect physique du football anglais, mais du fait qu'il n'est pas capable de jouer, il a été blessé pendant deux saisons ». Ce sont les dernières déclarations de Pep Guardiola au sujet de Benjamin Mendy. Une situation que le manager de Manchester City a du mal à digérer. D'autant qu'à plusieurs reprises, le technicien espagnol a regretté l'hygiène de vie du joueur français.

Pour cette raison, Pep Guardiola ne semble pour le moment ni plus compter sur l'ancien Marseillais. Il envisage une solution de rechange : « Si c'est arrivé deux saisons, ça peut arriver une troisième. J'espère que non. Nous allons travailler sur ça, il travaille sur ça, mais la vérité, c'est que nous ne pourrions l'utiliser que pendant quelques matches. C'est la réalité. À la fin, les gars les plus forts, tous les jours, sont là. C'est la vérité. C'est pourquoi nous cherchons, peut-être, pour la prochaine saison », a insisté le Catalan dans des propos rapportés par France-Football.



REPORT DE LA PRÉSIDENTIELLE EN ALGÉRIE : Manifester par des moyens pacifiques (UE)

Les libertés d'expression et de manifestation sont consacrées dans la Constitution algérienne, a soutenu hier, Maja Kicijancic, porte parole de l'Union européenne (UE), soulignant que ces droits doivent être exercés par des moyens pacifiques et assurés dans le respect de l'Etat de droit.

Mme Kicijancic réagissait au lendemain de l'annonce du report de la présidentielle prévue le 18 avril 2019 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et sa décision de ne pas briguer un nouveau mandat. «Ce qu'on a dit de manière répétée est que les libertés d'expression et de manifestation sont consacrées dans la Constitution algérienne et que ces droits doivent être exercés par des moyens pacifiques et assurés dans le respect de l'Etat de droit», a indiqué Maja Kicijancic, dans une déclaration en réponse à une question sur les développements politiques en Algérie.

«Nous avons également confirmé notre engagement avec l'Algérie dans la mise en œuvre des priorités du partenariat Algérie-UE, y compris la dimension liée à la gouvernance et les droits fondamentaux», a conclu Mme Kicijancic.

GOUVERNEMENT

M. Lamamra prend ses fonctions à la tête du ministère des AE

M. Ramtane Lamamra a pris, hier à Alger, ses nouvelles fonctions de ministre des Affaires étrangères en remplacement de M. Abdelkader Messahel.



Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de passation de consignes au siège du ministère des Affaires étrangères, M. Lamamra a exprimé ses remerciements au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la confiance qu'il a placée en lui pour occuper ce poste. A ce propos, il a mis en avant «l'intérêt qu'accorde le chef de l'Etat à la diplomatie algérienne et son attachement à ce qu'elle remplisse pleinement son mission, notamment lorsque la nation a

besoin de transmettre aux partenaires étrangers et au monde extérieur le message des aspirations du peuple algérien». «Nous sommes appelés, à l'instar de l'Armée nationale populaire (ANP) et autres institutions sécuritaires, à nous mobiliser au service la nation en cette conjoncture qui requière de nous tous la prudence, la vigilance et l'engagement à concrétiser les orientations du Président Bouteflika», a-t-il ajouté.

Soulignant «les acquis importants réalisés

par la diplomatie algérienne à travers les années», M. Lamamra a salué «le professionnalisme et la performance des cadres du ministère des Affaires étrangères, particulièrement l'élément féminin et les jeunes occupant des postes de direction». De son côté, M. Messahel a tenu à remercier le Président Bouteflika pour la confiance, dont il a été investi en lui permettant d'occuper plusieurs postes, notamment celui de ministre des Affaires étrangères.

ALGÉRIE-ONU Agrément du nouveau représentant de la Représentation du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés en Algérie

Le Gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de M. Agostino Mulas, en qualité de représentant de la Représentation du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Algérie, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

ÉDUCATION NATIONALE : Suivi mitigé de la grève des personnels du secteur à Alger

L'appel à la grève lancé par le Collectif des syndicats autonomes du secteur de l'éducation nationale connaissait, hier, un suivi mitigé à travers les différents établissements éducatifs d'Alger, a-t-on constaté sur place.

Des dizaines d'enseignants et d'élèves, des trois paliers de l'enseignement, ont organisé un sit-in à la place de la Grande Poste pour soulever plusieurs revendications appelant à «des réformes profondes, au changement du système éducatif et à l'amélioration du niveau scolaire».

Le Collectif des syndicats autonomes du secteur de

l'Éducation nationale est constitué de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (UNPEF), du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), du Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (SNAPEST), du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (CNAPESTE) et du Conseil des lycées d'Algérie (CLA).

Lamamra : «Le Parlement ne sera pas dissous et toutes les institutions continueront à fonctionner normalement»

Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a affirmé hier que le Parlement «ne sera pas dissous» et que toutes les institutions continueront à fonctionner normalement jusqu'à l'élection du prochain président de la République. «Le président de la République a indiqué

dans son dernier message à la Nation que les institutions actuelles continueront à fonctionner normalement jusqu'à l'élection du prochain président de la République et il n'y aura pas de vide à aucun niveau et toutes les institutions continueront à fonctionner normalement, y compris le Parle-

ment», a indiqué M. Lamamra lors d'une émission spéciale de la Radio nationale.

A une question sur la composante du futur Gouvernement, le vice-Premier ministre a fait savoir que la participation de l'opposition et de la société civile était «souhaitable», rappelant que le président

de la République veut un «renouvellement substantiel» de l'Exécutif avec de nouveaux visages, notamment des femmes et des jeunes. Il a ajouté dans le même sens que si des représentants de l'opposition et de la société civile «souhaitent intégrer ce gouvernement, ils sont les bienvenus».

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Découverte d'une cache d'armements et de munitions à Adrar



Une cache d'armements et de munitions a été découverte mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) près des frontières à Adrar, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une patrouille de fouille et de recherche menée près des frontières à Adrar, dans la 3^e Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, hier 12 mars 2019, une cache d'armements et de munitions», précise la même source.

La cache contenait «un (01) Canon de calibre 106 mm, doté d'un viseur M90, une (01) mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm, avec un chargeur de munitions, une (01) mitrailleuse de type PKT, une (01) mitrailleuse de type RPK, avec un char-

geur de munitions, un (01) fusil mitrailleur (FMPK) avec (02) bandes de munitions, trois (03) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov avec trois (03) chargeurs de munitions, deux (02) fusils semi-automatiques de type Simonov et un (01) fusil à lunette». Cette cache contenait également «2 obus pour lance-roquettes SPG-9, 12 fusées pour mortiers 120 mm, 18 fusées pour mortiers 82 mm, 79 mines antipersonnel et 602 balles de différents calibres».

«Ces opérations réitérent, encore une fois, la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'Armée nationale populaire mobilisées le long de nos frontières à préserver la sécurité de notre territoire national et à mettre en échec toute tentative de déstabiliser la sécurité du pays», souligne le communiqué.

9^e ATELIER DE LA LOPIS :

Prévenir efficacement la radicalisation pour éradiquer le terrorisme au Sahel (CAERT)

La mise en œuvre d'une politique de prévention efficace de la radicalisation est aujourd'hui une priorité pour la région du Sahel caractérisée par la montée du radicalisme et de l'extrémisme violent et du terrorisme, a estimé hier à Abidjan, Amour Dahmani, représentant du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, (CAERT). «Pour protéger notre société, il nous faut continuer de lutter contre le terrorisme mais aussi prévenir efficacement la radicalisation. C'est le sens du plan «prévenir pour protéger», a souligné le représentant du

CAERT lors de son intervention au 9^e atelier régional sur «le rôle des leaders religieux dans la promotion du développement local pour la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent» "La jeunesse est fortement affectée par le phénomène de la radicalisation et l'extrémisme violent dans la mesure où l'endoctrinement "radical" trouve une écoute particulière parmi ce public qui, nous le savons, vit une phase plus ou moins longue de transition avec son lot d'interrogations, de précarités, d'incertitudes, d'inégalités et d'angoisse", a-t-il expliqué. C'est pour-

quoi l'intervenant a préconisé de faire un travail sur la logique de transmission de valeurs et de consolider les préceptes et les enseignements concernant la bonne conduite, mais aussi la refonte du système éducatif et de l'enseignement. M. Dahmani, également Expert en cybersécurité, cybercriminalité, a mis en exergue l'éducation aux médias, qui devient une urgence contre la radicalisation cognitive des jeunes, puisque les médias et l'internet, selon lui, pèsent parfois autant que le prêche des imams.